



WORLD BANK GROUP
Macroeconomics, Trade & Investment

**MAURITANIE | RAPPORT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE -
SEPTIÈME ÉDITION**

Maximiser le rendement du capital humain en Mauritanie pour une richesse accrue et une prospérité partagée



2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbankgroup.org

Certains droits sont réservés.

Ce travail est le fruit du travail du personnel du Groupe de la Banque mondiale et de contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les opinions du Groupe de la Banque mondiale, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent. Le Groupe de la Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale quant au statut juridique d'un territoire, ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Rien dans le présent document ne constitue ou ne peut être considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités du Groupe de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et autorisations

Le contenu de cet ouvrage est soumis à des droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition d'en mentionner la source. Toute question concernant les droits et les licences, y compris les droits subsidiaires, doit être adressée à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; fax : 202-522-2625 ; e-mail : pubrights@worldbank.org

Traductions—Si vous créez une traduction de ce travail, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution : Cette traduction n'a pas été créée par le Groupe de la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle du Groupe de la Banque mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale ne peut être tenu responsable du contenu ou des erreurs de cette traduction.

Adaptations —Si vous créez une adaptation de cette œuvre, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution : Il s'agit d'une adaptation d'une œuvre originale du Groupe de la Banque mondiale. Les points de vue et opinions exprimés dans l'adaptation relèvent de la seule responsabilité de l'auteur ou des auteurs de l'adaptation et ne sont pas approuvés par le Groupe de la Banque mondiale.

Contenu appartenant à des tiers—Le Groupe de la Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque élément du contenu de l'œuvre. Il ne garantit donc pas que l'utilisation d'un élément ou d'une partie de l'œuvre appartenant à un tiers n'enfreindra pas les droits de ce tiers. Le risque de réclamations résultant d'une telle violation vous incombe exclusivement. Si vous souhaitez réutiliser un élément de l'œuvre, il vous incombe de déterminer si une autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Les exemples de composants peuvent inclure, sans s'y limiter, des tableaux, des figures ou des images.

Attributions—Veuillez citer le travail comme suit : « Banque mondiale. 2024. Septième édition du rapport sur la situation économique de la Mauritanie : Maximiser le rendement du capital humain en Mauritanie pour une richesse accrue et une prospérité partagée © Banque mondiale. » Tous les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressés à Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA, fax 202-522-2422, e-mail pubrights@worldbank.org. 202-522-2625 ; e-mail : pubrights@worldbank.org.

Table des matières

<i>Liste des acronymes</i>	<i>iii</i>
<i>Avant-propos</i>	<i>iv</i>
<i>Résumé exécutif</i>	<i>v</i>
<i>ملخص تنفيذي</i>	<i>ix</i>
Chapitre 1 : L'état de l'économie	1
1.1. Développements économiques récents	1
1.1.1. La croissance économique s'est ralentie en 2023 en raison du ralentissement de la croissance mondiale, des tensions géopolitiques et de la baisse de la production agricole et industrielle intérieure	1
1.1.2. L'inflation s'est ralentie en 2023, entraînant une amélioration des conditions de vie	4
1.1.3. La politique monétaire est restée stricte, les réformes visant à développer et à approfondir le marché des changes se sont accélérées, tandis que le secteur financier est resté sain	7
1.1.4. La situation budgétaire s'est améliorée grâce à la compensation de la sous-performance des recettes et des dépenses	11
1.1.5. La dette du secteur public est restée soutenable, tandis que les vulnérabilités aux risques de change et de refinancement se sont accrues	14
1.1.6. Le déficit extérieur s'est réduit, grâce à l'amélioration des termes de l'échange et à la diminution des importations de capitaux	16
1.2. Perspectives macroéconomiques	18
1.2.1. Les perspectives sont favorables malgré un contexte international incertain . . .	18
1.2.2. . . . mais elles sont soumises à de fortes incertitudes et à des risques de détérioration	20
Chapitre 2 : Comment créer de la richesse à partir de la rareté ? Maximiser les rendements du capital humain en Mauritanie	23
2.1. Capital humain et croissance en Mauritanie	24
2.2. Utilisation du capital humain en Mauritanie	29
2.3. Qui est particulièrement touché par la faible utilisation du capital humain en Mauritanie ?	31
2.4. Politiques visant à inverser la tendance à la mauvaise utilisation du capital humain	33
Références	38

Liste des figures

Figure 1.	Évolution récente et perspectives du secteur réel	3
Figure 2.	L'inflation s'est ralentie en 2023, sous l'effet de la baisse des prix internationaux	5
Figure 3.	La baisse des prix a entraîné une diminution de l'insécurité alimentaire	8
Figure 4.	La MRU s'est dépréciée par rapport au dollar en 2023	10
Figure 5.	L'émission de bons du Trésor a augmenté en 2023 dans le cadre des efforts du Trésor pour développer le marché intérieur	11
Figure 6.	La sous-exécution des dépenses en capital a permis de réduire le déficit budgétaire	12
Figure 7.	Comparaison des niveaux de salaires en Mauritanie avec les pays pairs	13
Figure 8.	La dette du secteur public a légèrement augmenté en 2023, en raison de la dépréciation du taux de change	14
Figure 9.	La balance courante s'est améliorée en 2023 grâce à la baisse des importations de biens d'équipement	17
Figure 10.	La Mauritanie est en retard sur ses pairs en termes de capital humain	25
Figure 11.	Évolution du capital humain et de la croissance économique entre 2010 et 2020	25
Figure 12.	Dépenses publiques et résultats en matière de capital humain	27
Figure 13.	La Mauritanie fait partie des pays où l'utilisation du capital humain est la plus faible	30
Figure 14.	La Mauritanie a le deuxième taux le plus élevé de NEET pour les jeunes de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne	32

Liste des encadrés

Encadré 1.	Les restrictions budgétaires peuvent contribuer à freiner l'inflation	7
Encadré 2.	L'inclusion financière reste faible et les autorités prennent des mesures pour améliorer l'accès aux services financiers	9
Encadré 3.	Attirer les IDE dans les secteurs non extractifs sera essentiel pour soutenir la croissance à moyen terme	17
Encadré 4.	Préparer le pays à la production de gaz pour éviter les effets du syndrome hollandais du passé	19
Encadré 5.	Dépenses publiques, capital humain et croissance économique : examen des données mondiales	26
Encadré 6.	Politique de migration internationale en Malaisie	34

Liste des tableaux

Tableau 1.	Coûts et risques du portefeuille à la fin de 2023	15
Tableau 2.	Capital humain et richesse totale par habitant, Mauritanie dans le contexte mondial 1995–20185	27

Liste des acronymes

ASS	Afrique subsaharienne	MRU	L'Ouguiya mauritanienne, monnaie de la Mauritanie
AVD	Analyse de la viabilité de la dette	Mt	Metric ton
BCM	Banque Centrale de Mauritanie	MTBPD	Document de Programmation Budgétaire à Moyen Terme)
BM	Banque Mondiale	MTDS	Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
BT	Bons du Trésor	NEER	Taux de change effectif nominal
BIT	Bons du Trésor islamiques	NEET	pas d'éducation, d'emploi ou de formation
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme	PIB	Produit Intérieur Brut
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme	PIP	Programme d'Investissement Public
Cfr spot	Cost and freight spot	PNP	Prêts Non Performants
CILSS	Comité inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
DDE	Direction de la dette externe	PP	Point de pourcentage
DSSI	Initiative de Suspension du Service de la Dette	PPA	Actions de Performance et de Politique
EFTP	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels	PTF	Productivité Totale des Facteurs
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social	REER	Taux de change effectif réel
FAID	Fonds d'Assistance et d'Intervention pour le Développement	RSEM	Rapport sur la situation économique de la Mauritanie
FMI	Fonds Monétaire International	SCAPP	Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
G2P	Gouvernement à la personne	SDFP	Politique de Financement du Développement Durable
GEP	Global Economic Prospect	SIMT	Système d'Information sur le Marché du Travail
GTA	Grand Tortue/Ahmeyim	SMH	Société Mauritanienne des Hydrocarbures
ICH	Indice de Capital Humain	SNE	Stratégie Nationale pour l'Emploi
ICHU	Indice de Capital Humain Basé sur l'Utilisation	SNIF	Stratégie Nationale d'Inclusion Financière
IDA	Association Internationale de Développement	SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière - Mauritanie
IDE	Investissement Direct Etranger	TAAZOUR	Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion
LFI	Loi de Finance Initiale	TCE	Transferts conditionnels en espèces
LFR	Loi de Finance Rectificative	USD	Dollar américain
LCR	Ratio de Liquidité à Court Terme		
MPO	Perspectives Macroéconomiques et de Pauvreté		

Avant-propos

Le rapport sur la situation économique de la Mauritanie (RSEM) est une publication périodique de la Banque mondiale (BM) qui met en lumière les tendances économiques récentes et examine les questions de développement pertinentes pour le pays. Le RSEM s'appuie sur les rapports analytiques existants de la BM pour présenter les questions économiques et sociales actuelles. Le RSEM est destiné au grand public et sert de véhicule pour lancer un débat factuel sur les choix de politique économique parmi les principaux acteurs nationaux, y compris les décideurs politiques et les citoyens.

Cette septième édition du RSEM se compose de deux parties. La première partie présente la situation économique en 2023, les perspectives économiques pour 2024–2026, avec une évaluation des risques et des défis. La seconde partie analyse le développement du capital humain et la dynamique d'utilisation du capital humain en Mauritanie. Enfin, elle propose un ensemble de politiques visant à inverser la tendance à la faible utilisation du capital humain en Mauritanie, ce qui permettra d'accroître à la fois le rythme et le caractère inclusif de la croissance.

Le rapport a été préparé par une équipe multisectorielle de la Banque mondiale dirigée par Maria Elkhadari. Le

chapitre 1 a été préparé par Maria Elkhadari, Thierry Yogo, Sosson Tadadjeu Nguemo et Djibril Ndoye. Le chapitre 2 a été préparé par Anne Hilger et Ruslan Yemtsov. L'équipe remercie Daniela Marotta, Edouard Al-Dahdah, ainsi que les évaluateurs Andrew Blackman et Anastasiya Denisova pour leurs commentaires et leurs contributions. L'équipe souhaite également exprimer sa gratitude envers les autorités mauritaniennes pour leur soutien, en particulier au ministère de l'Économie et du Développement durable, au ministère des Finances et à la Banque Centrale de Mauritanie.

Le rapport a été préparé sous la direction générale de Keiko Miwa, Cristina Santos et Hans Anand Beck. Nous tenons à remercier Mohamed Niokane, Theresa Adobea Bampoe et Micky Ananth pour leur soutien administratif.

Les projections macroéconomiques et les données historiques sont arrêtées au 2 mars 2024.

Des informations sur la Banque Mondiale, ses activités en Mauritanie et des copies électroniques de cette publication sont disponibles à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/country/mauritania.

Résumé exécutif

Si la croissance économique s'est essouffée en 2023, la baisse de l'inflation et l'amélioration des soldes budgétaires et extérieurs ont contribué à renforcer la stabilité macroéconomique en Mauritanie. La croissance s'est modérée mais reste supérieure à la moyenne mondiale et à celle de l'Afrique subsaharienne. Ce résultat reflète en partie des facteurs cycliques, notamment le resserrement de la politique monétaire et la dynamique fragile de l'agriculture pluviale et des secteurs extractifs. D'autres facteurs, tels que la faible qualité du capital humain, sont de nature plus structurelle. Comme expliqué dans le chapitre thématique, l'amélioration du capital humain est associée à une forte croissance économique, et s'attaquer aux obstacles structurels permettrait au pays d'utiliser pleinement son propre capital humain et ainsi favoriser une croissance plus forte et durable à l'avenir. L'inflation a diminué plus rapidement que prévu par rapport au pic de l'année dernière et le déficit de la balance courante s'est réduit, reflétant l'évolution positive des prix sur les marchés des produits de base et la réduction des importations des biens d'équipements. Après une forte expansion en 2022, le solde budgétaire est revenu sur la voie de la consolidation en dépit d'une mobilisation insuffisante des recettes, sous l'effet d'une diminution des dépenses d'investissement et des transferts.

Croissance : La croissance économique de la Mauritanie s'est ralentie dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, de tensions géopolitiques accrues et d'incertitudes sur les marchés des matières premières. La croissance mondiale a ralenti, passant de 3 % en 2022 à 2,6 % en 2023. Les principaux partenaires commerciaux de la Mauritanie ont également connu une décélération de leur croissance. La croissance dans la zone Euro¹, qui représente 37 % des échanges commerciaux de la Mauritanie, a diminué de 3,4 % en 2022 à 0,4 % en 2023. La croissance économique de la Mauritanie a été de

3,4 % (0,7 % par habitant) en 2023, reflétant du côté de la demande une contraction significative de l'investissement public et un ralentissement des exportations de poisson, couplés à une demande extérieure plus faible. Du côté de l'offre, le taux de croissance modéré reflète le ralentissement de la croissance dans le secteur primaire, principalement la pêche, et la production industrielle. La performance de la Mauritanie en matière de croissance reste toutefois supérieure à la croissance mondiale (3 %) et à la moyenne subsaharienne (2,9 %) et l'écart entre le PIB par habitant de la Mauritanie et son niveau d'avant la pandémie se réduit progressivement. L'inflation a poursuivi sa tendance à la baisse, sous l'effet de la diminution des prix des denrées alimentaires et du pétrole, et du resserrement de la politique monétaire, atteignant 1,6 % (a/a) en décembre 2023, contre 11 % (a/a) en décembre 2022.

Budgétaire : Le solde budgétaire a enregistré un déficit de 2,5 % du PIB en 2023, contre 3,7 % du PIB en 2022, sous l'effet d'une baisse des dépenses en capital. Les dépenses en capital ont diminué à 8,6 % du PIB en 2023 contre 11,3 % du PIB en 2022, reflétant une forte sous-exécution en 2023 (80 % de la Loi de Finance Rectificative). Cela compense la baisse des revenus des produits de base et la hausse des salaires et des rémunérations résultant des augmentations salariales dans le secteur public depuis janvier 2023. Le ratio dette/PIB a augmenté de 1,3 point de pourcentage pour atteindre 48,6 % du PIB en 2023, en raison de la dépréciation du taux de change à la fin de 2023 et d'une croissance nominale plus faible. L'évaluation conjointe BM/FMI de la viabilité de la dette de décembre 2023 suggère que la dette extérieure reste viable et que le risque de surendettement est modéré.

Secteur extérieur : Après une forte détérioration en 2022 en raison des prix élevés des importations, la position extérieure s'est améliorée en 2023. Le déficit du

¹ L'Espagne (31,7 %), la France (11,9 %), la Suisse (16 %) et la Belgique (14,1 %) représentent 74 % des échanges commerciaux de la Mauritanie avec l'Europe.

compte courant s'est amélioré, passant de 16,6 % du PIB à 10 %, reflétant une baisse du déficit commercial due à la diminution des importations de biens d'équipement, de pétrole et de produits alimentaires, grâce à une baisse des prix internationaux de 17 % et 9 % respectivement. Les réserves de change de la Banque centrale mauritanienne sont passées de 4,5 mois d'importations de biens en 2022 à 6 mois en 2023.

Politique monétaire et secteur financier : La Banque Centrale de Mauritanie (BCM) a poursuivi une politique monétaire restrictive et le secteur financier est resté sain. Après avoir porté le taux d'intérêt directeur à 8 % en décembre 2022, la BCM a augmenté le ratio des réserves obligatoires de 200 pb, le faisant passer de 6 à 8 % en juillet 2023. Elle a également mené des opérations d'open market pour absorber les liquidités excédentaires et limiter leur impact sur les prix. Le secteur financier est resté solide, avec un niveau élevé d'adéquation des fonds propres, des niveaux confortables d'actifs liquides et une amélioration de la qualité des actifs.

Marché des changes : Les réformes pour développer et approfondir le marché des changes se sont accélérées en 2023. Le 14 décembre 2023, la BCM a lancé une nouvelle plateforme interbancaire de change dans le but d'approfondir et d'améliorer l'efficacité du marché des changes. Depuis l'introduction de la plateforme de change, le marché des changes a fonctionné sans mouvements désordonnés notables, le taux de change USD/MRU s'est déprécié à 40,87 le 6 février 2023 et s'est ensuite stabilisé autour de 39,6.

Perspectives : Les perspectives à moyen terme sont positives. La croissance devrait atteindre 3,8 % en 2024 et osciller autour de 5,4 % à moyen terme. Le lancement de la production de gaz dans la seconde moitié de 2025 stimulera la croissance tout en fournissant une marge fiscale suffisante pour financer les projets de développement et soutenir les réformes de la protection sociale. L'augmentation des investissements privés, l'amélioration de la position extérieure nette et la demande privée soutenue favoriseront également la croissance. L'inflation moyenne devrait continuer à baisser pour atteindre 2,5 % en 2024, à mesure que les pressions extérieures s'atténueront, et devrait

se stabiliser autour de 2 % en 2025 et 2026. La balance des comptes courants devrait s'améliorer, atteignant 8,5 % du PIB en 2024 et une moyenne de 5,5 % du PIB en 2025–2026, grâce aux exportations de gaz, à la diminution des importations dans l'industrie extractive et à la baisse des prix à l'importation. Les pressions budgétaires devraient s'atténuer, conduisant à un déficit budgétaire de 2 % du PIB en 2024, grâce à la baisse des transferts courants et à une plus grande mobilisation des recettes fiscales. En 2026, le déficit budgétaire devrait se transformer en un excédent de 0,1 % du PIB, grâce aux recettes du gaz. La dette devrait progressivement diminuer pour atteindre 46,3 % du PIB en 2026.

Les risques qui pèsent sur les perspectives restent élevés. Un ralentissement des entrées d'investissements directs étrangers (IDE) dû à un retard dans les deuxième et troisième phases du projet d'extraction de gaz et le resserrement des conditions de financement mondiales, pèseraient sur la croissance à moyen terme, les perspectives budgétaires et extérieures. La Mauritanie est exposée à divers chocs climatiques tels que la sécheresse et les inondations, qui affectent négativement le capital humain, les revenus des ménages et la production agricole. L'insécurité régionale au Sahel reste également un risque. Les élections présidentielles prévues en juin 2024 pourraient exacerber les pressions sur les dépenses, entraînant une détérioration de la situation budgétaire.

Maximiser le rendement du capital humain : Le capital humain est essentiel pour stimuler la croissance économique et le progrès social en Mauritanie. L'indice de capital humain (ICH) de la Mauritanie est faible (0,38), ce qui signifie que les enfants nés dans le pays ne seront que 38 % plus productifs qu'ils ne pourraient l'être s'ils bénéficiaient d'une éducation complète et d'un état de santé irréprochable. En outre, la richesse en capital humain par habitant de la Mauritanie a diminué au cours des vingt dernières années, malgré une augmentation du stock global de capital humain, car la valeur n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique. Il est donc primordial de s'attaquer aux goulets d'étranglement qui empêchent une utilisation complète et efficace du capital humain, un problème particulièrement aigu dans le pays, et qui affectent de manière disproportionnée les jeunes, les femmes et les travailleurs peu

éduqués. Le chapitre 2 propose des recommandations politiques pour améliorer l'utilisation du capital humain en vue d'un développement économique inclusif et résilient, y compris des interventions sur le marché du travail, la création d'emplois et des initiatives en faveur de l'égalité des sexes.

Principales priorités sur le front politique :

L'amélioration de la gestion des finances publiques et la création d'une base fiscale moins volatile seront essentielles pour soutenir les investissements favorisant la croissance.

- **Le pays devrait se préparer au début de la production de gaz en 2025 en adoptant un cadre fiscal prudent afin de protéger le budget des recettes extractives très volatiles.** Cela pourrait se faire en incluant les revenus du gaz dans le budget afin d'éviter les opérations extrabudgétaires et en demandant au Parlement et à la Cour des comptes nationale d'auditer la gestion des revenus du gaz. Les autorités devraient également se conformer fermement à l'objectif de solde primaire non extractif fixé dans le cadre du programme du FMI et renforcer la mobilisation des recettes fiscales en rationalisant les dépenses fiscales qui représentaient 2,1 % du PIB en 2022, notamment en mettant en place un cadre juridique clair et un processus transparent pour l'attribution et la conception des exonérations, l'évaluation et l'ajustement.
- **La sous-exécution des investissements publics est devenue un problème structurel au cours des dernières années.** Les réformes dans ce domaine devraient se concentrer sur i) l'amélioration de la sélection des projets d'investissement à inclure dans le programme d'investissement public (PIP), par un respect strict des exigences du décret récemment approuvé sur la sélection et la programmation des investissements publics et ii) l'amélioration de l'efficacité des marchés publics par une meilleure coordination entre les structures en charge des marchés, le contrôle et la réglementation des contrats publics, l'accélération de la mise en œuvre de la passation de marchés en ligne et une meilleure sélection des ressources humaines spécialisées qui contribueront à améliorer l'exécution du budget.

Optimiser l'utilisation productive de la main-d'œuvre existante du pays.

- **S'attaquer à la faible utilisation du capital humain, en particulier chez les femmes.** Actuellement, le pays sous-utilise la moitié de son potentiel économique avec des taux d'activité extrêmement bas pour les femmes. En l'absence d'une économie diversifiée et créatrice d'emplois, la demande limitée d'emplois est le principal obstacle à une meilleure utilisation du capital humain. Mais le manque de compétences et les distorsions du marché du travail sont également des obstacles à une croissance productive et inclusive. L'amélioration de la qualité des emplois, l'augmentation du niveau d'éducation des femmes et l'élimination des obstacles sociaux et juridiques permettront au pays d'exploiter le potentiel économique des femmes. De même, les perspectives d'emploi des jeunes peuvent être améliorées en se concentrant sur les interventions visant à modifier les comportements, l'intermédiation sur le marché du travail et le soutien à l'entrepreneuriat. Il est en outre essentiel que les jeunes acquièrent des compétences pratiques qui leur permettent d'être compétitifs sur le marché du travail. Les options de formations techniques et professionnelles doivent être alignées sur les demandes et les besoins du secteur privé et doivent être conçues en étroite collaboration. En outre, garantir la qualité de la formation technique et professionnelle par le biais d'un cadre national de qualité axé sur la demande constituerait une avancée importante.
- **Assurer un suivi efficace du marché du travail ainsi que le suivi et l'évaluation des programmes existants afin d'en comprendre l'impact.** Il existe très peu d'informations actualisées sur le marché du travail. Cela concerne à la fois les informations sur les offres d'emploi et les demandeurs d'emploi. Il est essentiel de procéder à une analyse détaillée des sources de croissance et des approches potentiellement intégrées, y compris des possibilités d'emplois verts, de mener des enquêtes régulières sur la main-d'œuvre et de mettre en place un système d'information sur le marché du travail. Cela devrait également inclure des évaluations rigoureuses des programmes actifs du marché du travail existants afin de rationaliser les initiatives et de mieux cibler les jeunes et les femmes.

Plusieurs options politiques peuvent être envisagées :

<i>Objectifs de la politique</i>	<i>Options politiques</i>	<i>Horizon temporel</i>
Chapitre 1 : L'état de l'économie		
Adopter un cadre fiscal prudent et transparent en prévision de la production de gaz	<ul style="list-style-type: none"> • Inclure les revenus du gaz dans le budget pour éviter les opérations extrabudgétaires et en faisant évaluer la gestion des ressources gazières par le parlement et la cour des comptes nationale ; • Rationaliser les dépenses fiscales. 	CT
Améliorer la programmation et l'exécution du budget	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la sélection des projets d'investissement dans le PIP ; • Améliorer l'efficacité des marchés publics. 	CT
Chapitre 2 : Comment créer de la richesse à partir de la rareté ? Maximiser les rendements du capital humain en Mauritanie		
Améliorer l'insertion des femmes et des jeunes sur le marché du travail	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les initiatives d'évaluation de la qualité dans le secteur de la formation technique et professionnelle afin de garantir une formation de qualité axée sur la demande ; • Introduire des interventions visant à modifier les comportements, des programmes d'intermédiation active sur le marché du travail, des cours de rattrapage et un soutien à l'esprit d'entreprise ; • Soutenir le niveau d'éducation des femmes et s'attaquer aux normes sociales et aux obstacles juridiques à l'insertion sur le marché du travail. 	CT-MT
Optimiser le système d'information sur le marché du travail du pays	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser des enquêtes régulières sur la main-d'œuvre ; • Procéder à une évaluation rigoureuse des programmes d'entrepreneuriat et de formation existants afin de rationaliser les initiatives et de mieux cibler les jeunes et les femmes ; • Soutenir l'observatoire du marché du travail, en collectant des informations actualisées sur l'état du marché du travail et le potentiel des emplois verts. 	CT

Source : Personnel de la BM. CT : court terme (1–3 ans) ; MT : moyen terme (3+ ans).

ملخص تنفيذي

الميزانية: سجل رصيد الميزانية عجزاً بنسبة 2.5% من الناتج المحلي الإجمالي في 2023، مقابل 3.7% من الناتج المحلي الإجمالي في 2022، تحت تأثير هبوط الإنفاق من رأس المال. وانخفض الإنفاق من رأس المال إلى 8,6% من الناتج المحلي الإجمالي في 2023 مقابل 11.3% من الناتج المحلي الإجمالي في 2022، مما يعكس النقص الكبير في التنفيذ في 2023 (80% من الميزانية التكميلية). ويعوض ذلك هبوط مداخيل السلع الأساسية وارتفاع الأجور والتعويضات الناجم عن زيادات أجور القطاع العام منذ يناير 2023. وارتفعت نسبة الدين من الناتج المحلي الإجمالي ب 1.3 نقطة مئوية ليلعب 48.6% من الناتج المحلي الإجمالي في 2023 بسبب انخفاض سعر الصرف في نهاية 2023 وغمو اسمي أقل. ويشير التقييم المشترك للبنك الدولي وصندوق النقد الدولي حول القدرة على تحمل الديون في ديسمبر 2023 إلى أن القدرة على تحمل الدين الخارجي لا تزال موجودة وأن مخاطر الدين المجهف قليلة.

القطاع الخارجي: بعد تدهور حاد في 2022 بسبب ارتفاع أسعار الواردات، تحسن الوضع الخارجي في 2023. وتحسن عجز الحساب الجاري لينتقل من 16.6% من الناتج المحلي الإجمالي إلى 10%، مما يعكس انخفاض العجز التجاري الناجم عن انخفاض واردات سلع التجهيزات والنفط والمواد الغذائية، وذلك بفضل انخفاض الأسعار العالمية بنسبة 17% و9% على التوالي. وانتقل احتياطي النقد الأجنبي لدى البنك المركزي الموريتاني من 4.5 أشهر من واردات السلع في 2022 إلى 6 أشهر في 2023.

السياسة النقدية والقطاع المالي: واصل البنك المركزي الموريتاني اتباع سياسة نقدية تقييدية، وظل القطاع المالي سليماً. وبعد تحديد معدل الفائدة الرئيسي إلى 8% في ديسمبر 2022، قام البنك المركزي الموريتاني بزيادة نسبة الاحتياطي الإلزامي بمقدار 200 pb ليرفعه من 6 إلى 8% في يوليو 2023. كما نفذ عمليات السوق المفتوحة لتجفيف فائض السيولة والحد من تأثيره على الأسعار. وظل القطاع المالي قوياً، مع مستوى مرتفع من ملاءمة الأموال الذاتية، ومستويات مريحة من الأصول السائلة وتحسن جودة الأصول.

سوق الصرف الأجنبي: تسارعت الإصلاحات الرامية إلى تطوير وتعميق سوق الصرف الأجنبي في عام 2023. وفي 14 ديسمبر 2023، أطلق البنك المركزي الموريتاني منصة جديدة للصرف الأجنبي بين

على الرغم من استفاد نمو الإنتاج الموريتاني في عام 2023، إلا أن هبوط التضخم وتحسن رصيد الميزانية والرصيد الخارجي ساهما في تعزيز استقرار الاقتصاد الكلي. فقد تراجع النمو ولكنه ظل أعلى من المتوسط العالمي ومتوسط إفريقيا جنوب الصحراء. وتعكس هذه النتيجة جزئياً عوامل دورية، وخاصة زيادة تشديد السياسة النقدية والديناميكية الهشة للزراعة المطرية والقطاعات الاستخراجية. وهناك عوامل أخرى، مثل الجودة المنخفضة لرأس المال البشري، تكتسي طبيعة أكثر هيكلية. وكما هو موضح في الفصل المتخصص، يرتبط تحسن رأس المال البشري بالنمو الاقتصادي القوي. ومن شأن معالجة العقبات الهيكلية أن تسمح للبلد باستخدام رأسماله البشري بشكل كامل ومن ثم تعزيز نمو أكثر قوة واستدامة في المستقبل. وقد انخفض التضخم بوتيرة أسرع من المتوقع مقارنة بالذروة التي بلغها العام الماضي، وتقلص العجز في الحساب الجاري، مما يعكس التطورات الإيجابية للأسعار في أسواق السلع الأساسية وانخفاض واردات رؤوس الأموال. وبعد توسع قوي في عام 2022، عاد رصيد الميزانية إلى مسار التدعيم على الرغم من تعبئة ناقصة للمداخيل، وذلك تحت تأثير انخفاض الإنفاق الاستثماري والتحويلات.

النمو: تباطأ النمو الاقتصادي في موريتانيا في سياق من تباطؤ النمو العالمي والتوترات الجيوسياسية المتزايدة والشكوك في أسواق المواد الأولية. وتباطأ النمو العالمي لينتقل من 3% في 2022 إلى 2.6% في 2023. كما شهد الشركاء التجاريون الرئيسيون لموريتانيا تراجعاً في النمو. وانخفض النمو في منطقة اليورو²، والذي يمثل 37% من التبادلات التجارية لموريتانيا، من 3.4% في 2022 إلى 0.4% في 2023. ويقدر النمو الاقتصادي في موريتانيا بنسبة 3,4% (0.7% للفرد) في 2023، مما يعكس، من حيث الطلب، انكماشاً كبيراً في الاستثمار العام وتباطؤاً في صادرات الأسماك، إلى جانب طلب خارجي أكثر ضعفاً. ومن حيث العرض، يعكس معدل النمو المعتدل تباطؤ النمو في القطاع الأولي، وخاصة صيد الأسماك والإنتاج الصناعي. ومع ذلك، لا يزال أداء موريتانيا على صعيد النمو أعلى من النمو العالمي (3%) ومتوسط منطقة جنوب الصحراء (2,9%) في حين تقلصت الفجوة بشكل تدريجي بين الناتج المحلي الإجمالي للفرد في موريتانيا وما كان عليه قبل الجائحة. وواصل التضخم اتجاهه في الهبوط، مدفوعاً بانخفاض أسعار المواد الغذائية والنفط، وتشديد السياسة النقدية، ليصل إلى 1.6% (على أساس سنوي) في ديسمبر 2023 مقابل 11% (على أساس سنوي) في ديسمبر 2022.

² تمثل إسبانيا (31.7%) وفرنسا (11.9%) وسويسرا (16%) وبلجيكا (14.1%) ما يمثل 74% من التبادلات التجارية بين موريتانيا وأوروبا.

المخزون الإجمالي لرأس المال البشري لأن القيمة لم تواكب وتيرة النمو السكاني. ولذلك، فمن الضروري معالجة العوائق التي تحول دون الاستخدام الكامل والفعال لرأس المال البشري، وهي مشكلة حادة بشكل خاص في البلاد، والتي تؤثر بشكل غير متناسب على الشباب والنساء والعمال ذوي التعليم الضعيف. ويقدم الفصل الثاني توصيات سياسية لتحسين استخدام رأس المال البشري لتحقيق تنمية اقتصادية شاملة وصامدة، بما في ذلك التدخلات في سوق العمل وخلق فرص العمل والمبادرات الرامية إلى تحقيق المساواة بين الجنسين.

أهم الأولويات على الجبهة السياسية

سيكون تحسين إدارة المالية العامة وإنشاء قاعدة ضريبية أقل تقلباً أمراً أساسياً لدعم الاستثمارات المعززة للنمو.

- ينبغي أن تستعد البلاد لبدء إنتاج الغاز في 2025 من خلال اعتماد إطار مالي ضريبي حذر لحماية الميزانية من المداخيل الاستخراجية شديدة التقلب. ويمكن القيام بذلك من خلال إدراج عائدات الغاز في الميزانية لتجنب العمليات من خارج الميزانية ومن خلال مطالبة البرلمان ومحكمة المحاسبات الوطنية بالتدقيق في إدارة عائدات الغاز. وينبغي للسلطات أيضاً الالتزام الصارم بهدف الرصيد الأولي غير الاستخراجي المحدد في إطار برنامج صندوق النقد الدولي وتعزيز تعبئة المداخيل الضريبية من خلال ترشيد النفقات الضريبية التي كانت تمثل 2.1% من الناتج المحلي الإجمالي في 2022، ولا سيما من خلال وضع إطار قانوني واضح وعملية شفافة لمنح وتصميم الإعفاءات والتقييم والتعديل.
- لقد أصبح التقصير في تنفيذ الاستثمارات العامة يمثل مشكلة بنيوية في الأعوام الأخيرة. ويجب أن تركز الإصلاحات في هذا المجال على: (1) تحسين انتقاء المشاريع الاستثمارية التي سيتم إدراجها في برنامج الاستثمار العام من خلال الامتثال الصارم لمتطلبات المرسوم المصادق عليه مؤخراً بشأن انتقاء وبرمجة الاستثمارات العامة و (2) تحسين فعالية الصفقات العامة من خلال تنسيق أفضل بين الهياكل المكلفة بالصفقات ومراقبة وتنظيم العقود العامة وتسريع تنفيذ إبرام الصفقات عبر الإنترنت وانتقاء أفضل للموارد البشرية المتخصصة التي ستساهم في تحسين تنفيذ الميزانية.

تحسين الاستخدام الإنتاجي لليد العاملة الموجودة في البلد.

- معالجة ضعف استخدام رأس المال البشري، وخاصة لدى النساء. في الوقت الحالي، لا يستخدم البلد نصف مقدراته الاقتصادية بشكل كافٍ، مع معدلات نشاط منخفضة للغاية بالنسبة للنساء. وفي غياب اقتصاد متنوع وقادر على خلق فرص العمل، يمثل الطلب المحدود على الوظائف العقبة الرئيسية أمام الاستخدام

البنوك بهدف تعميق وتحسين فعالية سوق الصرف الأجنبي. ومنذ إدخال منصة الصرف، سار عمل سوق الصرف الأجنبي دون حركات فوضوية تذكر، وانخفض سعر صرف الدولار الأمريكي/الأوقية الجديدة إلى 40.87 في 6 فبراير 2023 واستقر بعد ذلك عند حوالي 39.6.

الآفاق: تعتبر الآفاق على المدى المتوسط إيجابية. ومن المتوقع أن يصل النمو إلى 3.8% في 2024 ويحوم حول 5.4% على المدى المتوسط. ومن شأن إطلاق إنتاج الغاز في النصف الثاني من 2025 أن ينشط النمو مع توفير هامش ضريبي كاف لتمويل مشاريع التنمية ودعم إصلاحات الحماية الاجتماعية. كما أن زيادة الاستثمارات الخاصة وتحسين المركز الخارجي الصافي والطلب الخاص المستدام ستشجع النمو. ومن المتوقع أن يستمر متوسط التضخم في الانخفاض إلى 2.5% في 2024 على وتيرة تخفيف الضغوط الخارجية ليستقر عند حوالي 2% في 2025 و 2026. ومن المتوقع أن يتحسن ميزان الحساب الجاري ليصل إلى 8.5% من الناتج المحلي الإجمالي في 2024 ومتوسط 5.5% من الناتج المحلي الإجمالي في 2025-2026، وذلك بفضل صادرات الغاز وانخفاض الواردات في الصناعات الاستخراجية وهبوط أسعار الواردات. ومن المتوقع أن تتراجع الضغوط المالية، مما يؤدي إلى عجز في الميزانية بنسبة 2% من الناتج المحلي الإجمالي في 2024، وذلك بسبب هبوط التحويلات الجارية وتعبئة أكبر للمداخيل الضريبية. وفي 2026، من المتوقع أن يتحول عجز الميزانية إلى فائض قدره 0.1% من الناتج المحلي الإجمالي، وذلك بفضل مداخيل الغاز. ومن المتوقع أن يتراجع الدين تدريجياً ليصل إلى 46.3% من الناتج المحلي الإجمالي في 2026.

لا تزال المخاطر التي تهدد الآفاق كبيرة. من شأن تباطؤ مداخيل الاستثمارات الأجنبية المباشرة بسبب التأخير في المرحلتين الثانية والثالثة من مشروع استخراج الغاز وتشديد شروط التمويل العالمية أن يؤثر على النمو على المدى المتوسط والآفاق المالية والخارجية. وتعرض موريتانيا لمختلف الصدمات المناخية مثل الجفاف والفيضانات التي تؤثر سلباً على رأس المال البشري ومداخيل الأسر والإنتاج الزراعي. كما يظل انعدام الأمن الإقليمي في منطقة الساحل يشكل مخاطر حقيقية. ومن الممكن أن تفاقم الانتخابات الرئاسية المقرر إجراؤها في يونيو 2024 الضغوط على الإنفاق، مما يؤدي إلى تدهور الوضع المالي.

تعظيم مردودية رأس المال البشري: رأس المال البشري ضروري لتحفيز النمو الاقتصادي والتقدم الاجتماعي في موريتانيا. إن مؤشر رأس المال البشري في موريتانيا منخفض (0.38)، وهذا يعني أن الأطفال المولودين في البلاد سيكونون أكثر إنتاجية بنسبة 38% فقط مما يمكن أن يكونوا عليه إذا استفادوا من التعليم الكامل وحالة صحية جيدة. وعلاوة على ذلك، انخفض نصيب الفرد من ثروة رأس المال البشري في موريتانيا على مدى السنوات العشرين الماضية رغم الزيادة في

التكوين الفني والمهني من خلال إطار وطني للجودة قائم على الطلب سيكون خطوة مهمة إلى الأمام.

• **تأمين متابعة فعالة لسوق العمل ومتابعة وتقييم البرامج القائمة لفهم تأثيرها.** هناك القليل جداً من المعلومات المحدثة عن سوق العمل. ويتعلق هذا بالمعلومات المتعلقة بعروض الوظائف والباحثين عن عمل. ومن الضروري إجراء تحليل مفصل لمصادر النمو والمقاربات المتكاملة المحتملة، بما في ذلك إمكانيات العمل الخضراء وإجراء استقصاءات منتظمة حول اليد العاملة وإنشاء نظام معلومات حول سوق العمل. وينبغي أن يشمل ذلك أيضاً تقييمات دقيقة لبرامج سوق العمل النشطة الموجودة من أجل عقلنة المبادرات واستهداف الشباب والنساء بشكل أفضل.

الأفضل لرأس المال البشري. ولكن نقص الكفاءات واختلالات سوق العمل يشكلان أيضاً عقبات أمام النمو الإنتاجي والشامل. وسيسمح تحسين نوعية الوظائف وزيادة مستويات تعليم المرأة وإزالة العوائق الاجتماعية والقانونية للبلد باستغلال المقدرات الاقتصادية للمرأة. كما يمكن تحسين آفاق تشغيل الشباب من خلال التركيز على التدخلات الرامية إلى تغيير السلوك والوساطة في سوق العمل ودعم المقاول. ومن الضروري أيضاً أن يكتسب الشباب الكفاءات العملية التي تسمح لهم بالقدرة على المنافسة في سوق العمل. ويجب أن تتماشى خيارات التكوين الفني والمهني مع طلبات واحتياجات القطاع الخاص ويجب تصميمها بالتعاون الوثيق. وعلاوة على ذلك، فإن ضمان جودة

يمكن النظر في عدة خيارات سياسية:

الأفق الزمني	الخيارات السياسية	أهداف السياسة
الفصل الأول: حالة الاقتصاد		
مدى قصير	<ul style="list-style-type: none"> إدراج عائدات الغاز في الميزانية لتجنب العمليات من خارج الميزانية ومن خلال العمل على تقييم إدارة موارد الغاز من طرف البرلمان ومحكمة الحسابات الوطنية؛ ترشيد النفقات الضريبية. 	اعتماد إطار ضريبي حذر وشفاف تحسباً لإنتاج الغاز
مدى قصير	<ul style="list-style-type: none"> تحسين انتقاء المشاريع الاستثمارية في برنامج الاستثمار العام؛ تحسين فعالية الصفقات العمومية. 	تحسين برمجة الميزانية وتنفيذها
الفصل الثاني: كيف يتم خلق الثروة انطلاقاً من الندرة؟ تعظيم مردودية رأس المال البشري في موريتانيا		
مدى قصير/مدى متوسط	<ul style="list-style-type: none"> دعم مبادرات تقييم الجودة في قطاع التكوين الفني والمهني لضمان تكوين جيد قائم على الطلب؛ إدخال تدخلات ترمي إلى تغيير السلوك وبرامج وساطة نشطة في سوق العمل ودروس تقوية ودعم لروح المقاول؛ دعم المستويات التعليمية للمرأة ومعالجة المعايير الاجتماعية والعقبات القانونية التي تحول دون الإدماج في سوق العمل. 	تحسين إدماج النساء والشباب في سوق العمل
مدى قصير	<ul style="list-style-type: none"> إجراء استقصاءات منتظمة حول اليد العاملة؛ إجراء تقييم دقيق لبرامج المقاول والتكوين الموجودة من أجل عقلنة المبادرات واستهداف الشباب والنساء بشكل أفضل؛ دعم مرصد سوق العمل من خلال جمع معلومات محدثة عن حالة سوق العمل ومقدرات الوظائف الخضراء. 	تحسين نظام المعلومات حول سوق العمل في البلد

المصدر: موظفو البنك الدولي. مدى قصير (1 - 3 سنوات)؛ مدى متوسط (3 سنوات فأكثر).



A person wearing a hat and light-colored clothing stands on a sandy beach, looking out at the ocean. Several wooden fishing boats are beached in the foreground and middle ground. The ocean has gentle waves breaking on the shore. The entire image is overlaid with a semi-transparent blue filter.

Chapitre 1 : L'état de l'économie

1.1. Développements économiques récents

1.1.1. La croissance économique s'est ralentie en 2023 en raison du ralentissement de la croissance mondiale, des tensions géopolitiques et de la baisse de la production agricole et industrielle intérieure

La croissance économique de la Mauritanie s'est ralentie dans un contexte de décélération de la croissance mondiale, de tensions géopolitiques accrues et d'incertitude sur les marchés des matières premières. La croissance mondiale a ralenti, passant de 3 % en 2022 à 2,6 % en 2023, soit une baisse pour la troisième année consécutive (figure 1.a). De même, les principaux partenaires commerciaux de la Mauritanie ont connu une croissance modérée. En effet, la croissance dans la zone euro, qui représente 37 % du commerce de la Mauritanie, a diminué de 3,4 % en 2022 à 0,4 % en 2023. La synchronisation du cycle économique entre la Mauritanie et les principaux partenaires commerciaux (figure 1.b) implique qu'environ un tiers de la croissance de la Mauritanie pourrait être attribuée à la dynamique de croissance des principaux partenaires commerciaux. Par ailleurs, le conflit au Moyen-Orient a exacerbé des tensions géopolitiques déjà fortes et a accru l'incertitude sur les marchés des matières premières. À cela s'ajoute la baisse de la demande chinoise, qui a entraîné un déclin des prix du minerai de fer (-2,5 % par rapport à 2022) et du cuivre (-4,2 %).

Après une forte expansion à 6,4 % (3,7 % par habitant) en 2022, la croissance de la Mauritanie s'est ralentie à 3,4 % (0,7 % par habitant) en 2023. La performance de la Mauritanie en matière de croissance reste supérieure à la croissance mondiale (3 %) et à la moyenne subsaharienne (2,9 %). En outre, l'écart entre le PIB par habitant de la Mauritanie et son niveau d'avant la pandémie se réduit progressivement (figure 1.c). Cependant, le rythme de rattrapage par rapport aux pays pairs aspirationnels³ reste lent, reflétant une croissance par habitant plus faible et instable que celle des pays pairs (figure 1.d).

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue principalement par une consommation publique plus élevée, une consommation privée résiliente et une croissance positive, mais modérée, des exportations (figure 1.e). La consommation publique a augmenté de 8,3 % entre 2022 et 2023 et a contribué à hauteur de 1,5 point de pourcentage à la croissance du PIB. La contribution de la consommation privée à la croissance est restée positive, reflétant une décélération constante de l'inflation et les effets persistants de l'augmentation des transferts et des subventions en 2022. Bien que la contribution à la croissance soit plus faible en 2023 qu'en 2022 en raison de la baisse de la production de poisson, les exportations sont restées un moteur important de la croissance grâce à l'augmentation des exportations de minerai de fer (+5,3 %). La contribution de l'investissement privé à la croissance est passée de -1,6 point de pourcentage en 2022 à 0,8 point de pourcentage en 2023, grâce aux réformes de la monnaie numérique qui ont stimulé les secteurs de la banque et des télécommunications.

Du côté de l'offre, la décélération de la croissance du PIB a été généralisée. La contribution du secteur primaire à la croissance est tombée de 2,7 points de pourcentage en 2022 à 0,3 point de pourcentage en 2023, reflétant principalement une mauvaise performance de l'agriculture pluviale (-29 %), les zones cultivées ayant diminué de 24 %, ce qui a affecté négativement la production de sorgho, de millet et de maïs. La mauvaise performance du secteur primaire est également due à une forte baisse de la production de poisson (-20,5 %), la pêche industrielle ayant diminué en raison d'une application stricte de la politique des quotas et de la rareté des espèces. La faible performance du secteur industriel est due à la contraction du secteur manufacturier (-28,6 %) et à la forte baisse de la production de cuivre (-26,8 %). Le secteur des services a augmenté de 2,6 %, mais sa contribution à la croissance a diminué de 1,4 point de pourcentage en 2022 à 1,1 point de pourcentage en 2023, en raison de la baisse de l'activité dans le secteur du commerce de détail (figure 1.f).

³ Les pays pairs aspirationnels sont le Maroc, l'Algérie et la Côte d'Ivoire.

Figure 1. Évolution récente et perspectives du secteur réel

Figure 1.a. L'affaiblissement de la croissance mauritanienne reflète en partie le ralentissement de la croissance mondiale

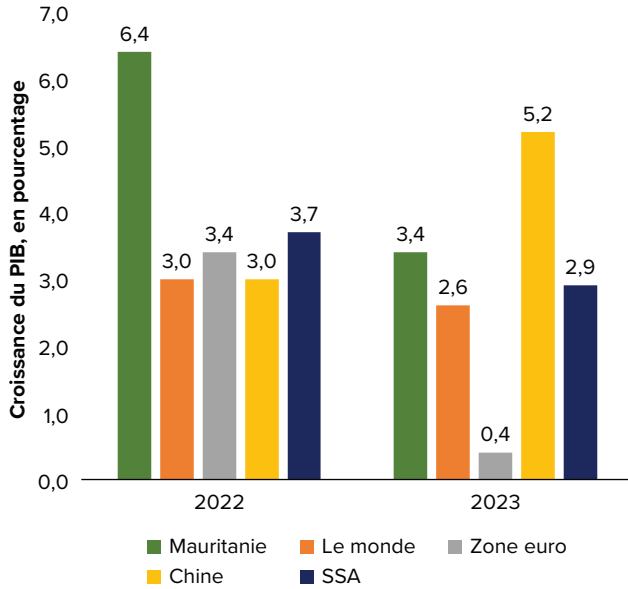


Figure 1.b. Synchronisation des cycles économiques entre la Mauritanie et ses principaux partenaires commerciaux, 2015–2023

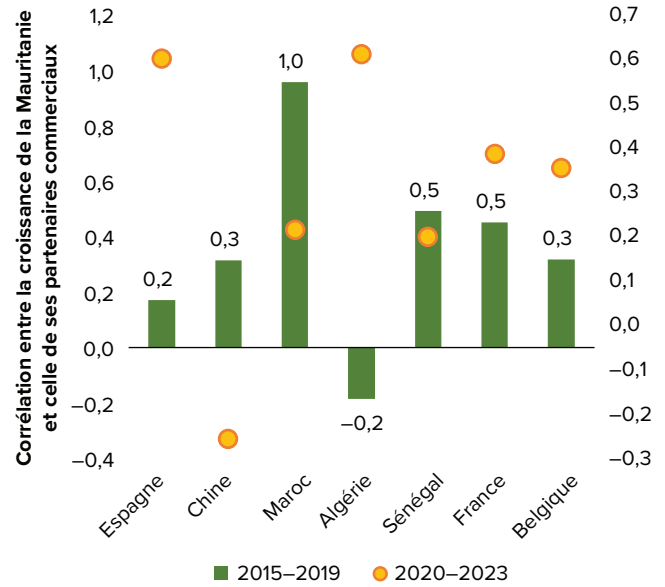


Figure 1.c. Le PIB par habitant retrouve progressivement son niveau d'avant pandémie

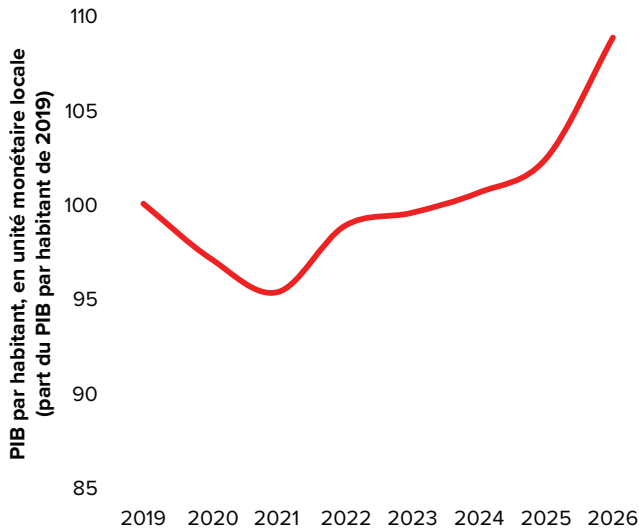
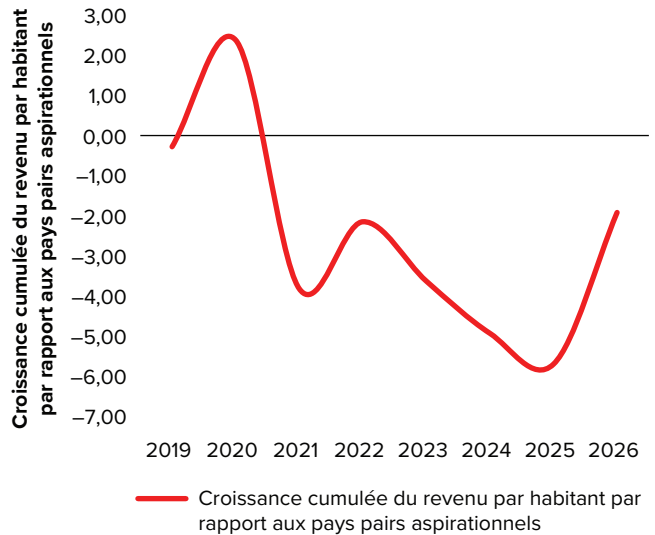


Figure 1.d. Le rythme de rattrapage du PIB par habitant par rapport aux pays pairs aspirationnels se ralentit



(continue)

Figure 1. Évolution récente et perspectives du secteur réel (A continué)

Figure 1.e. La croissance a été soutenue par les exportations et la consommation publique du côté de la demande et . . .

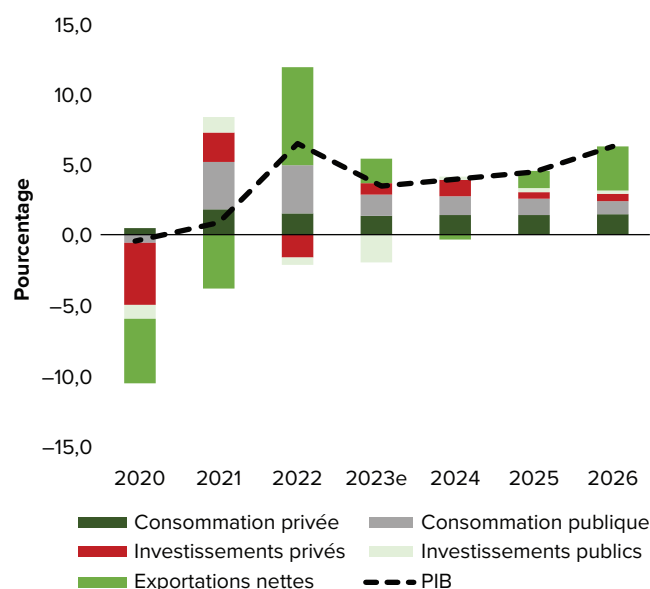
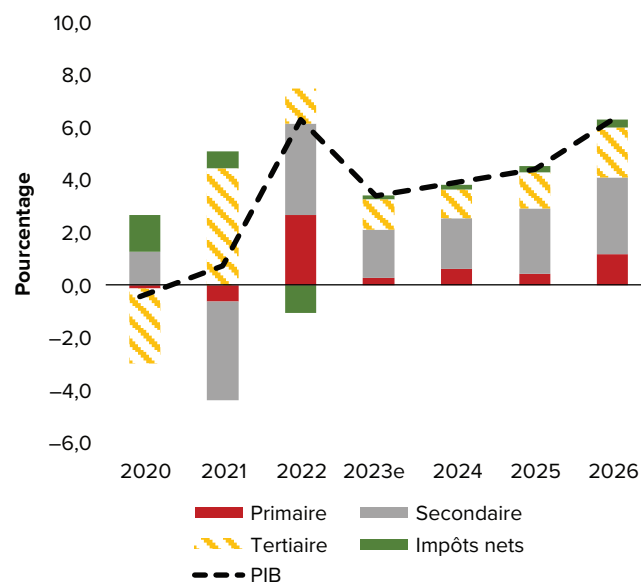


Figure 1.f. l'expansion des services du côté de l'offre



Source : Autorités mauritaniennes, Global Economic Prospect (GEP), 2023 et calculs des services de la Banque mondiale.

1.1.2. L'inflation s'est ralentie en 2023, entraînant une amélioration des conditions de vie

L'inflation globale a diminué en 2023 après une hausse sans précédent en 2022 en raison des prix élevés des denrées alimentaires. L'inflation a culminé à 12,7 % (en glissement annuel) en octobre 2022 et a suivi une trajectoire descendante pour atteindre 1,8 % (en glissement annuel) en janvier 2024 (figure 2.a). En moyenne, l'inflation annuelle a diminué de moitié, passant d'un pic de 9,5 % en 2022 à 5 % en 2023. Environ trois cinquièmes de l'écart entre le pic de 2022 et le niveau d'avant pandémie ont été comblés. L'inflation de base est restée modérée à 3,5 % en 2023, légèrement plus élevée qu'en 2022 (3,1 %) et seulement un quart du chemin à parcourir pour revenir au niveau prépandémique (2019) de 2,7 % (figure 2.c).

La baisse des prix des denrées alimentaires est à l'origine de la diminution de l'inflation globale. Entre le pic observé en mai 2022 et décembre 2023, l'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a perdu 22 %. La

réponse dynamique des variations de l'inflation globale à une augmentation des prix des denrées alimentaires et du pétrole est estimée à l'aide de projections locales (figure 2.e & figure 2.f). Une augmentation de 10 % des prix des denrées alimentaires induit une augmentation de l'inflation globale de 0,5 % en moyenne sur un an, l'effet persistant pendant sept mois. Une augmentation de 10 % des prix du pétrole augmente l'inflation globale de 0,2 % sur l'impact et l'effet est plus faible en moyenne (0,1 % sur un an) et moins persistant. La baisse des prix internationaux des denrées alimentaires, combinée à une meilleure récolte agricole en 2022 et à l'interdiction de réexportation du blé, a stimulé l'offre pour la saison 2022–2023, entraînant une baisse significative des prix des denrées alimentaires. La politique budgétaire a également été utilisée pour maîtriser l'inflation (voir encadré 1) et protéger les plus vulnérables, principalement par l'assainissement budgétaire et l'augmentation des transferts sociaux ciblés.

La baisse constante de l'inflation a contrebalancé l'impact négatif de la baisse de la croissance agricole

Figure 2. L'inflation s'est ralentie en 2023, sous l'effet de la baisse des prix internationaux

Figure 2.a. L'inflation a suivi une tendance à la baisse sous l'effet de la diminution des prix des denrées alimentaires

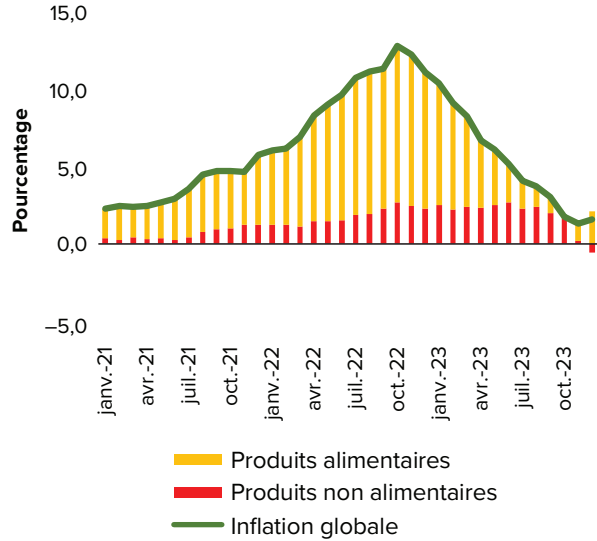


Figure 2.b. Les prix internationaux des matières premières ont baissé en 2023

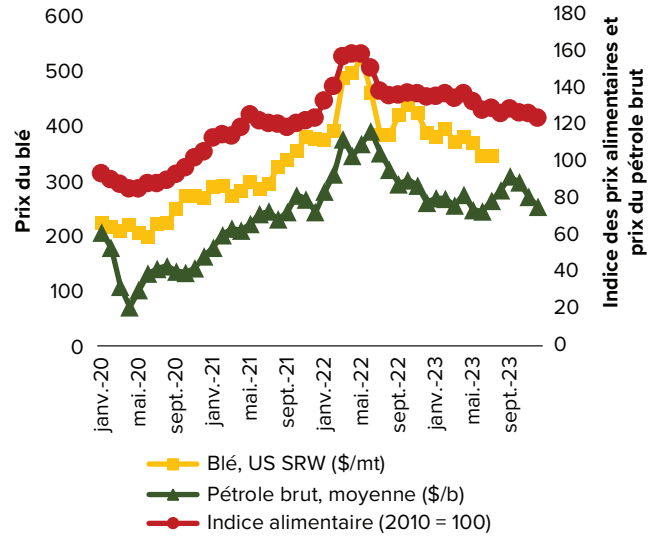


Figure 2.c. L'inflation globale et l'inflation de base restent supérieures au niveau d'avant pandémie

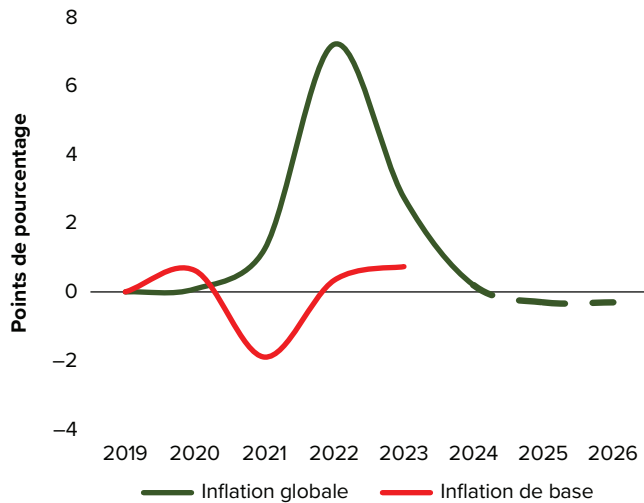
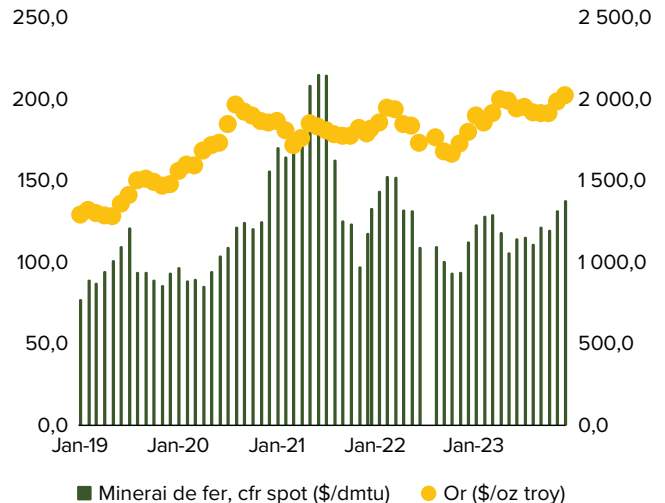


Figure 2.d. Alors que les prix du pétrole diminuent, les prix du minerai de fer et de l'or se sont redressés au quatrième trimestre 2023



(continue)

Figure 2. L'inflation s'est ralentie en 2023, sous l'effet de la baisse des prix internationaux (A continué)

Figure 2.e. Réaction de l'inflation globale à une augmentation de 1 % des prix des denrées alimentaires

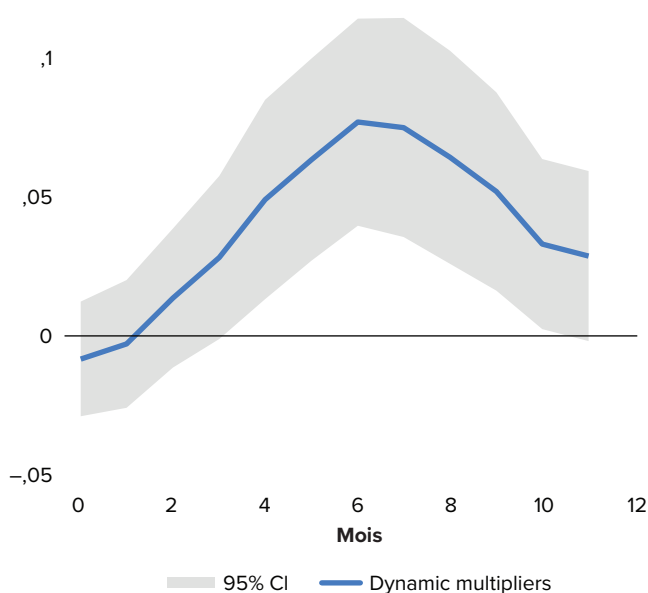
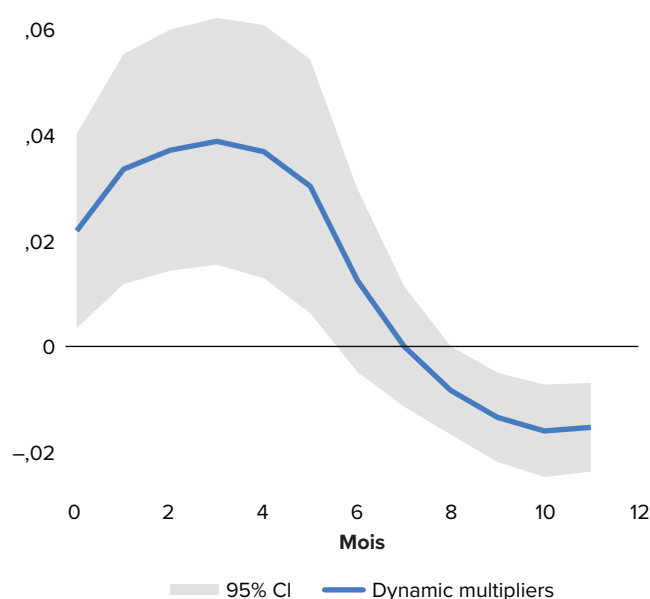


Figure 2.f. Réaction de l'inflation globale à une augmentation de 1 % des prix du pétrole



Source : Autorités mauritaniennes ; données de la Banque mondiale sur les prix des produits de base, données de la Banque mondiale sur l'espace budgétaire, et calculs des services de la Banque mondiale.

sur la pauvreté. Le taux de pauvreté de 3,65 dollars par jour a légèrement augmenté, passant de 27,7 % en 2022 à 27,9 % en 2023, en raison d'une baisse de la croissance agricole par habitant (-2,7 points de pourcentage), contrebalancée par une baisse de l'inflation (-4,6 points de pourcentage). Le nombre de pauvres devrait également augmenter de 44 000 personnes.

Le pourcentage de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire est tombé à 13 % en 2023, après avoir atteint 20 % en 2022 (figure 3.a). Outre l'impact positif de la baisse des prix des denrées alimentaires, plusieurs facteurs ont contribué à cette diminution, notamment une récolte de contre-saison en avril 2023, des exportations massives de moutons vers le Sénégal en juin et une bonne pluviométrie marquée par un démarrage précoce des premières pluies à la mi-juin (10 à 20 jours d'avance dans la plupart des wilayas) qui a fourni davantage d'emplois aux agriculteurs pauvres et contribué à l'amélioration de leurs conditions de vie. Les produits alimentaires locaux ont été plus accessibles et la menace d'insécurité alimentaire

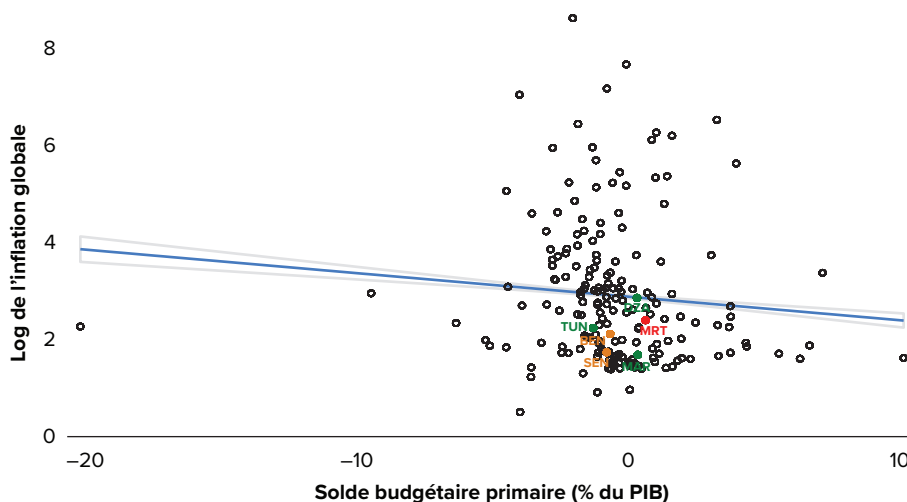
est devenue plus faible qu'auparavant. À l'inverse, dans les zones urbaines et périurbaines, les ménages pauvres ont éprouvé des difficultés à s'approvisionner correctement en produits alimentaires de base en raison de l'inflation des denrées alimentaires importées.

Cependant, il existe une forte disparité entre les régions en termes de prévalence de l'insécurité alimentaire. Un certain nombre de localités sont exposées à la menace d'une crise alimentaire (figure 3.b), que le cadre harmonisé du CILSS définit comme une situation dans laquelle les populations présentent d'importants déficits alimentaires et ne sont pas en mesure de satisfaire les besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles. De fortes disparités spatiales ont été constatées en 2023. Les wilayas du Gorgol, du Guidimakha, du Hodh El Gharbi, du Tagant, de l'Assaba et du Brakna dépassent la moyenne nationale, alors que l'axe Nouakchott-Nouadhibou-Inchiri enregistre la plus faible prévalence de crise alimentaire. Même si cette situation était plus préoccupante en 2022, elle reste plus critique en 2023 qu'en 2021.

Encadré 1. Les restrictions budgétaires peuvent contribuer à freiner l'inflation⁴

La politique budgétaire a été essentielle en 2022 pour répondre à une forte poussée de l'inflation et protéger le pouvoir d'achat des plus vulnérables. La politique budgétaire peut contribuer à la lutte contre l'inflation en réduisant la demande globale. Cela peut se produire soit par une augmentation des impôts, soit par une diminution des dépenses. L'augmentation des impôts réduit le revenu disponible et le pouvoir d'achat des individus. L'élimination des exonérations fiscales peut avoir un effet similaire sur les dépenses tout en générant des recettes supplémentaires qui pourraient contribuer à réduire le déficit budgétaire à moyen et long terme. En outre, l'application de la responsabilité fiscale à moyen terme indique par un signal fort que les décideurs politiques sont alignés contre l'inflation. La figure B1 montre que sur un échantillon de 185 pays sur la période 1990–2022, il existe en moyenne une corrélation négative entre l'inflation globale et le solde primaire. La Mauritanie fait partie des pays dans lesquels une amélioration du solde primaire semble aller de pair avec une baisse de l'inflation.

Figure B1. Corrélation entre l'inflation globale et la politique budgétaire (1990–2022)



1.1.3. La politique monétaire est restée stricte, les réformes visant à développer et à approfondir le marché des changes se sont accélérées, tandis que le secteur financier est resté sain

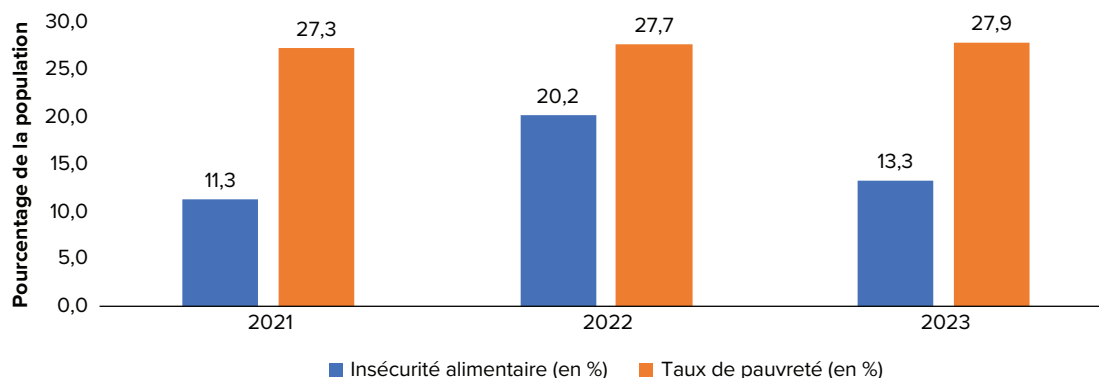
La BCM a poursuivi une politique monétaire restrictive pour contenir l'inflation. Après avoir relevé le taux d'intérêt directeur de 200 pb en août 2022 et de

100 pb en décembre 2022, la BCM a augmenté le ratio des réserves obligatoires de 200 pb, le faisant passer de 6 à 8 % en juillet 2023. La BCM a amélioré ses prévisions de liquidité et a mené des opérations d'open market pour absorber l'excès de liquidité et stériliser en partie la réponse budgétaire du gouvernement aux multiples chocs exogènes qui ont affecté le pays. L'excès de liquidité s'est élevé en moyenne à 5,3 milliards MRU en 2022 et se situait entre 3,7 et 4,1 milliards MRU en 2023.

⁴ L'analyse de corrélation couvre un échantillon de 185 pays sur la période 1990–2022. La figure B1.a illustre une simple corrélation entre l'inflation globale et le solde primaire en pourcentage du PIB. L'interprétation peut donc aller dans les deux sens : une amélioration du solde primaire peut être associée à une baisse de l'inflation en raison d'une diminution de la demande globale, ou une hausse de l'inflation peut entraîner une diminution du déficit par rapport au PIB en raison d'une valeur monétaire plus élevée de la production.

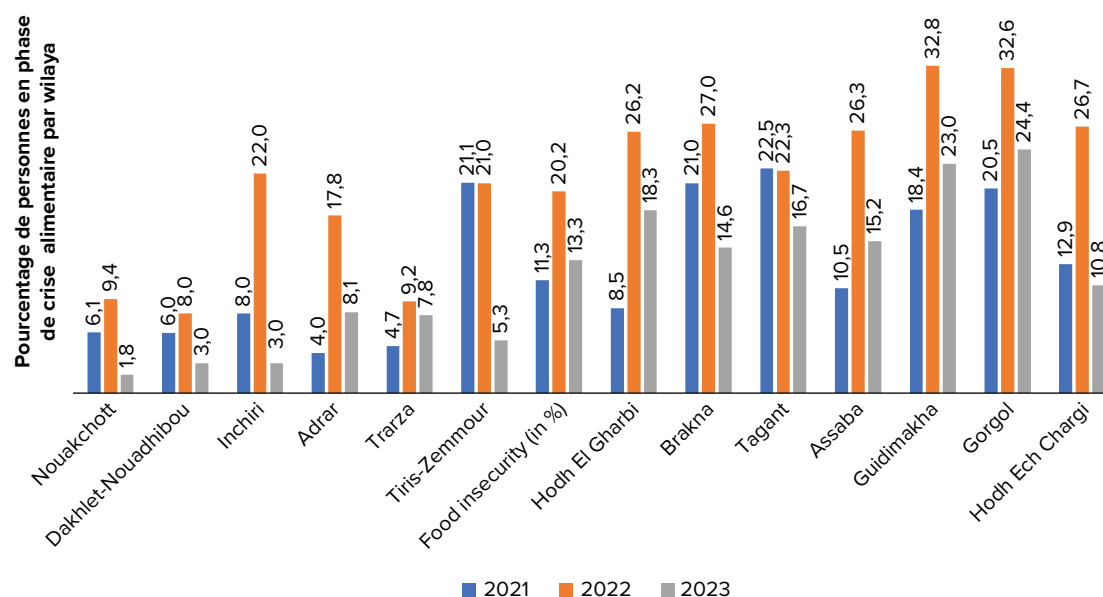
Figure 3. La baisse des prix a entraîné une diminution de l'insécurité alimentaire

Figure 3.a. L'insécurité alimentaire a diminué de manière significative en 2023, tandis que le taux de pauvreté a légèrement augmenté.



Source : MPO, FEWS NET, FAO, CILSS.

Figure 3.b. Toutefois, il subsiste des disparités importantes entre les régions en termes d'insécurité alimentaire.



Source : FEWS NET, FAO, CILSS.

En raison du resserrement de la politique monétaire, la croissance du crédit au secteur privés' est considérablement ralentie. La croissance du crédit au secteur privé était de 3,6 % en décembre 2023, contre 13,7 % en 2022 et 15,2 % en 2021. Ce ralentissement de la croissance du crédit est dû à une baisse des prêts aux secteurs minier, manufacturier et de la vente au détail. La croissance des crédits aux ménages, en revanche, a maintenu une augmentation significative

respectivement de 18,5 % et 14,4 % pour les prêts à court terme et à moyen-long terme. La composition des crédits alloués en 2023 montre que les ménages, le commerce de détail et les secteurs des services sont les principaux bénéficiaires, avec 71 % du total des crédits, dont la plupart sont à court terme (72 % du total des crédits). L'accès au crédit reste limité par une inclusion financière relativement faible (voir encadré 2).

Encadré 2. L'inclusion financière reste faible et les autorités prennent des mesures pour améliorer l'accès aux services financiers

De nombreuses personnes restent exclues du secteur financier formel. Selon la dernière enquête mondiale Findex menée en 2022, seuls 23 % de la population adulte possèdent un compte de transaction de base, par rapport aux autres pays à revenu intermédiaire (62 %) ou à la moyenne de 55,1 % de l'Afrique subsaharienne (figure B2.a). La possession et l'utilisation de transactions financières numériques sont restées constantes depuis 2014 en termes de possession de comptes et d'utilisation de paiements numériques, y compris les paiements numériques de salaires du secteur privé, les paiements de gouvernement à personne (G2P) et les paiements agricoles. La présence de l'argent mobile est relativement faible en Mauritanie, en particulier chez les femmes, avec seulement 10 % des adultes possédant un compte d'argent mobile, contre 33 % en Afrique subsaharienne, en moyenne (figure B2.b). L'utilisation de l'argent mobile est restée constante à environ 7 % chez les femmes depuis 2014, alors que son utilisation chez les hommes a doublé, passant de 7 % en 2014 à 14 % en 2021. Selon Findex, les obstacles à l'utilisation de l'argent mobile comprennent le manque de fonds et le coût des services. En outre, un quart des personnes non bancarisées déclarent que l'absence de téléphone mobile est un obstacle.

Figure B2. L'utilisation des comptes bancaires et de l'argent mobile est relativement faible en Mauritanie par rapport à ses pairs

Figure B2.a : Comptes dans une institution financière (% âge 15+)

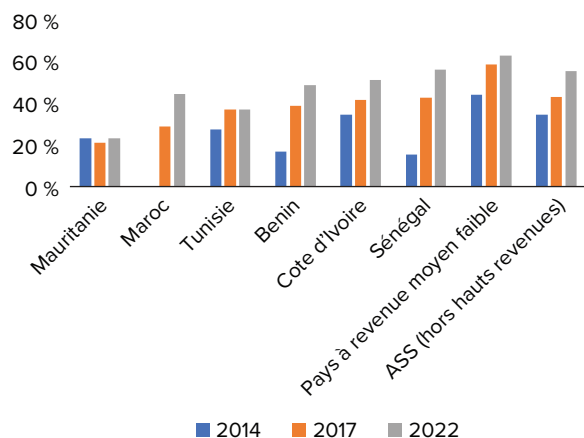
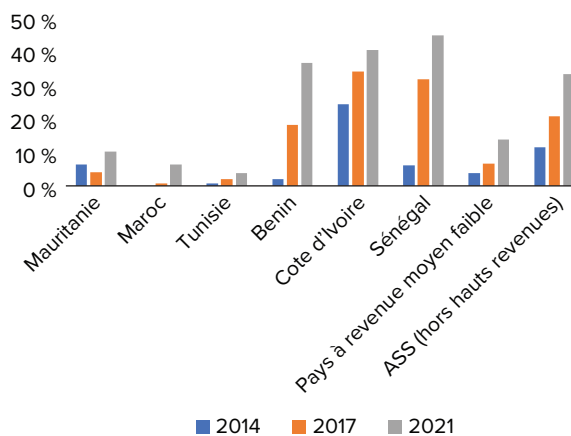


Figure B2.b : Compte d'argent mobile (% 15 ans et plus)



Source : Enquête mondiale Findex.

Les perspectives de croissance de l'inclusion financière sont encourageantes grâce aux progrès réalisés ces dernières années en matière de finance numérique. La Banque centrale a piloté la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire sur l'émission de la monnaie électronique en 2021 et a publié en 2022 les textes d'application relatifs aux conditions d'exercice des services de paiement, à la gestion et à la distribution de la monnaie électronique. Ce nouveau cadre permet à de nouveaux acteurs non bancaires d'accéder au marché des services de paiement et de monnaie électronique. En 2022, avec le lancement d'une offre de comptes de monnaie électronique par 6 banques, des progrès rapides en termes de périmètre ont été réalisés.

La Banque centrale a poursuivi le développement de la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF). La stratégie nationale d'inclusion financière a été adoptée en décembre 2023. Cette stratégie vise à promouvoir l'accès et l'utilisation d'une gamme diversifiée de produits et services financiers numériques, l'éducation financière et la finance verte inclusive. Dans ce contexte, une enquête nationale visant à collecter des données sur l'inclusion financière a été finalisée et le personnel de la BCM a été formé aux analyses pertinentes et à l'élaboration de politiques. Une stratégie nationale de paiement et une stratégie nationale d'éducation financière sont également en cours de rédaction et devraient être approuvées par le gouvernement en 2024.

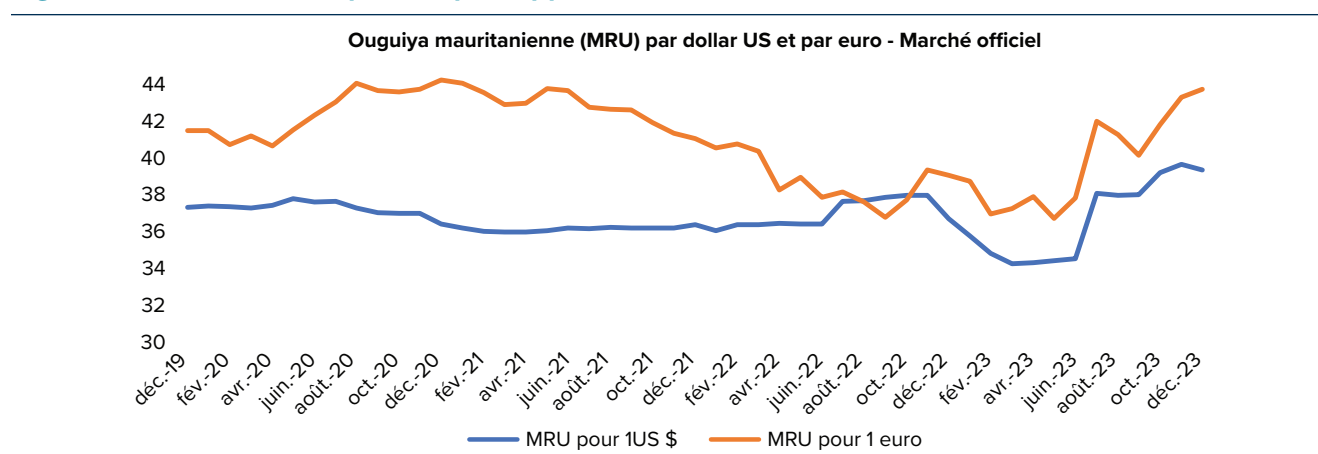
L'Ouguiya mauritanienne (MRU) s'est dépréciée de 7,2 % entre décembre 2022 et décembre 2023. Après s'être apprécié de 6,7 % par rapport au dollar au premier trimestre 2023, la MRU s'est déprécié de 14 % à la fin du mois de décembre (figure 4). L'appréciation de la MRU au début de 2023 a été le résultat des forces du marché, mais aussi de la décision de la Banque de corriger la dépréciation observée de juillet 2022 à novembre 2022. Fin 2023, selon le FMI, le taux de change effectif nominal et le taux de change effectif réel s'étaient dépréciés de 5,8 % et 8,8 % respectivement, par rapport à fin 2022.

Les réformes visant à développer et à approfondir le marché des changes se sont accélérées en 2023. Le 14 décembre 2023, la BCM a lancé un nouveau marché interbancaire des changes dans le but d'approfondir et d'améliorer l'efficacité du marché des changes. Le nouveau marché interbancaire des changes remplace le marché des changes organisé par la BCM, en place depuis 2007, et permettra aux forces du marché de jouer un rôle central dans l'allocation des devises et la détermination des taux de change. Par conséquent, la BCM passera de facto du rôle de « teneur de marché » à celui d'administrateur et de fournisseur de devises en dernier ressort, la BCM intervenant pour corriger les variations trop rapides du taux de change ou pour atténuer l'appréciation ou la dépréciation excessive de sa monnaie.

Depuis la mise en place de la plateforme de change, le marché des changes a fonctionné sans mouvements anarchiques notables. Depuis le lancement du marché des changes, la MRU s'est progressivement dépréciée par rapport au dollar pour atteindre 40,84 MRU le 6 février, puis s'est stabilisée en dessous de 40 MRU. Dans cette phase de lancement, la Banque centrale a continué à soutenir le marché des changes en intervenant sur ce marché par le biais d'adjudications afin de maintenir les mouvements du taux de change à l'intérieur des marges de fluctuation conformément à son objectif de réserve de change, et selon un budget d'intervention qui détermine le maximum autorisé pour les interventions sur le marché des changes. En ce qui concerne l'activité sur le marché des changes au cours des trois premiers mois, le volume négocié s'est élevé en moyenne à environ 8 millions de dollars US.

Le secteur financier est resté solide avec une forte adéquation des capitaux, des niveaux confortables d'actifs liquides et une amélioration de la qualité des actifs. La situation en septembre 2023 montre une base de capital confortable, reflétée par une amélioration marquée du ratio de liquidité, qui est passé de 140 % à la fin de l'année 2022 à 162,7 % à la fin de septembre 2023, soit une augmentation de 22,7 points. Cependant, la liquidité est inégalement répartie entre les banques et limitée pour certaines d'entre elles. À la fin du mois de

Figure 4. La MRU s'est dépréciée par rapport au dollar en 2023



Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la Banque mondiale.

septembre 2023, le ratio de solvabilité consolidé du secteur s'élevait à 18,5 %, soit 8,5 points de plus que les exigences réglementaires. Individuellement, cette exigence est respectée par toutes les banques, à l'exception de deux d'entre elles en difficulté. Globalement, l'activité du secteur bancaire a connu une croissance soutenue en 2023. Le total des actifs est passé de 141,4 milliards de MRU fin 2022 à 147,6 milliards de MRU fin septembre 2023, soit une augmentation de 4,3 % en valeur relative. Les dépôts et l'encours net des prêts ont suivi la même tendance, augmentant respectivement de 5 % et de 5,3 % au cours de la même période. Les actifs liquides ont augmenté de 7,4 % par rapport à la situation à la fin décembre 2022. En ce qui concerne la qualité des actifs, les prêts non performants (PNP) se situaient à 19,3 % en septembre 2023, contre 20,5 % en septembre 2022, et étaient provisionnés à hauteur de 61 %.

Afin d'approfondir les marchés monétaires et des titres d'État, les banques conventionnelles ont augmenté le nombre d'adjudications de bons du Trésor. Les données montrent une tendance positive depuis la fin de 2022 dans l'émission de bons du Trésor conventionnels et islamiques. En effet, le Comité de coordination mis en

place entre la Banque centrale et le Trésor a permis aux deux institutions d'aligner leurs objectifs, et aux banques primaires de s'impliquer davantage dans le développement du marché. Ainsi, l'encours des bons du Trésor détenus par le secteur bancaire est passé de 150 millions MRU en septembre 2022 à plus de 2,9 milliards MRU en décembre 2023 (figure 5.a). Les taux ont également évolué, reflétant cette activité de marché (figure 5.b). Dans le cadre du programme du FMI, l'encours des bons du Trésor devrait être porté à 3 milliards MRU d'ici à décembre 2024 et des obligations islamiques devraient être émises pour atteindre un encours de 1,5 milliard MRU d'ici à décembre 2024.

1.1.4. La situation budgétaire s'est améliorée grâce à la compensation de la sous-performance des recettes et des dépenses

La situation budgétaire s'est améliorée en 2023 par rapport à 2022, sous l'effet d'une forte diminution des dépenses en capital. Le solde budgétaire global a enregistré un déficit de 2,4 % du PIB, contre un déficit de 3,7 % du PIB en 2022 (figure 6.a). Les recettes totales

Figure 5. L'émission de bons du Trésor a augmenté en 2023 dans le cadre des efforts du Trésor pour développer le marché intérieur.

Figure 5.a. Volume de l'encours des bons du Trésor

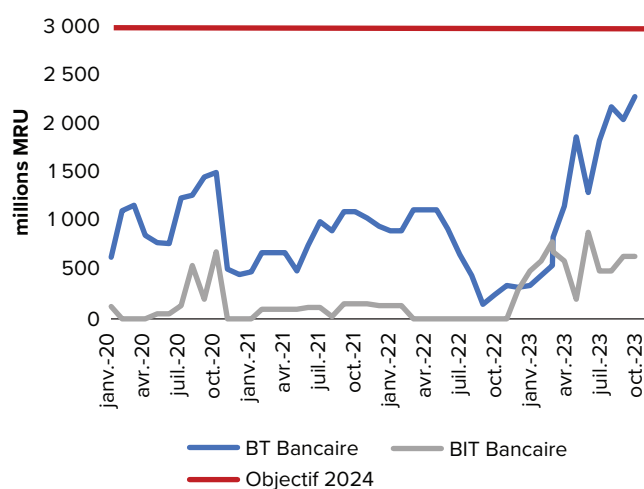
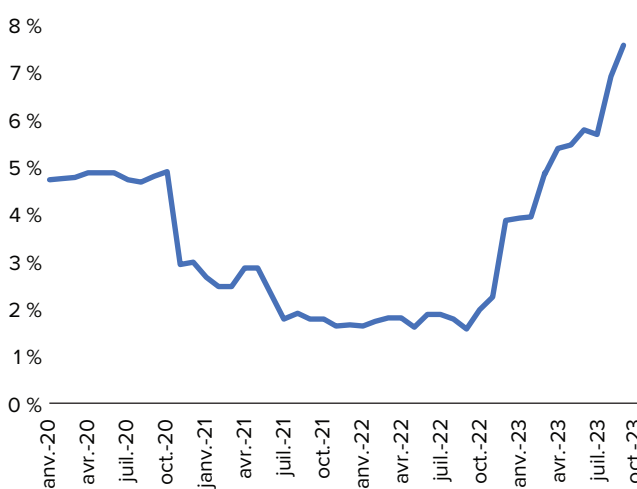


Figure 5.b. Rendement moyen des bons du Trésor



Source : Banque centrale de Mauritanie et calculs des services. BT : Bons du Trésor ; BIT : Bons du Trésor islamiques.

ont diminué de 1,6 point de pourcentage (pp) du PIB en raison de la baisse des recettes non fiscales, principalement les dividendes de la société minière SMIM (-1,5 pp), due à la baisse des prix des exportations de minerai de fer en 2022 (figure 6.c). Cette baisse a été entièrement compensée par une forte diminution des dépenses en capital (-2,8 pp du PIB), qui n'ont été exécutées qu'à 80 %. Dans le même temps, les dépenses courantes ont augmenté en raison d'une masse salariale plus importante (+0,6 pp) à la suite

de l'augmentation des salaires des fonctionnaires en vigueur depuis janvier 2023 (figure 6.d). L'exécution du budget a été faible en 2023, à 90 %, ce qui représente une détérioration par rapport à 2022, où elle s'élevait à 94 % (figure 6.b). Le besoin de financement a été couvert par une combinaison de prélèvements sur le compte du Trésor (3,5 % du PIB) et d'émissions de bons du Trésor (0,7 % du PIB) et de nouveaux emprunts extérieurs (1 % du PIB).

Figure 6. La sous-exécution des dépenses en capital a permis de réduire le déficit budgétaire

Figure 6.a. Solde budgétaire (% PIB)

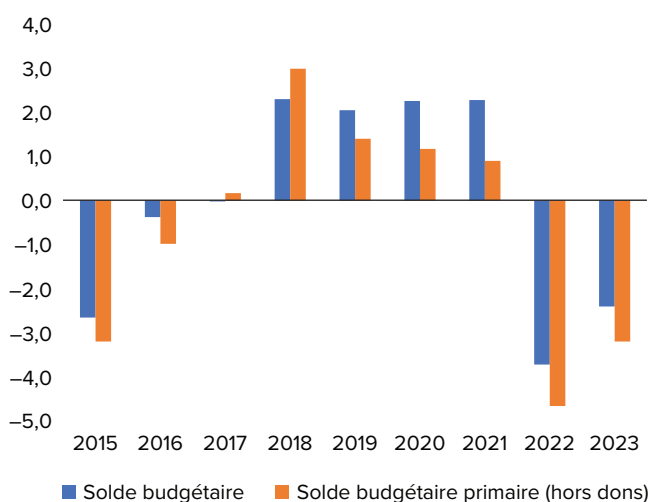


Figure 6.b. Exécution des dépenses 2022 vs 2023

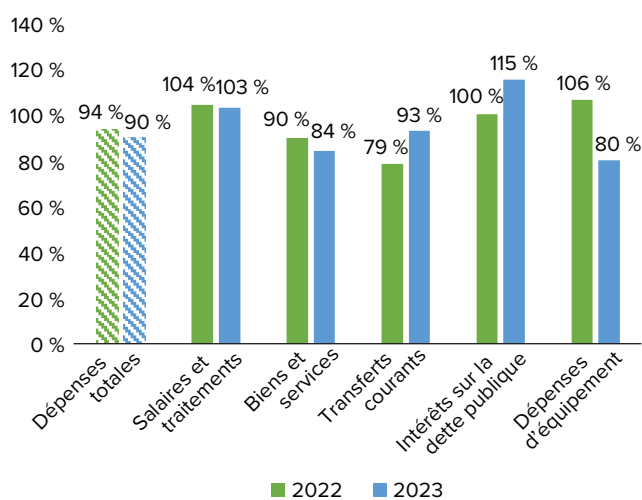


Figure 6.c. Composition des recettes totales (en % du PIB)

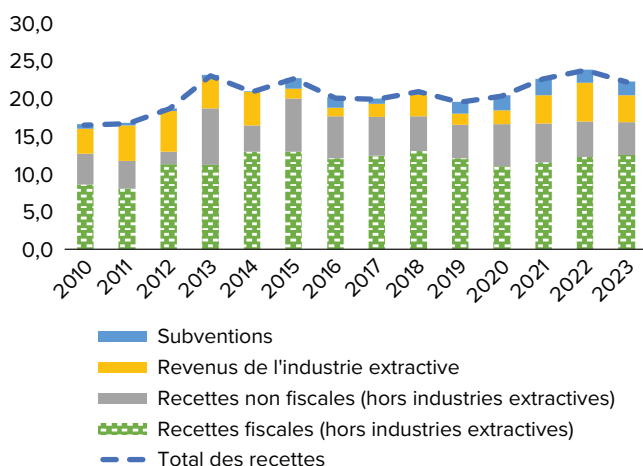
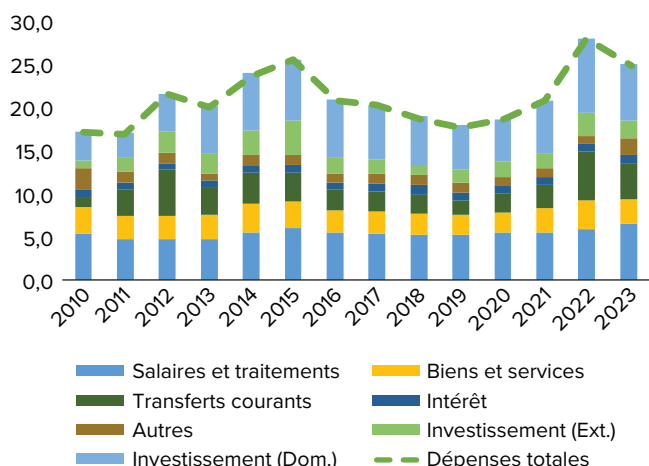
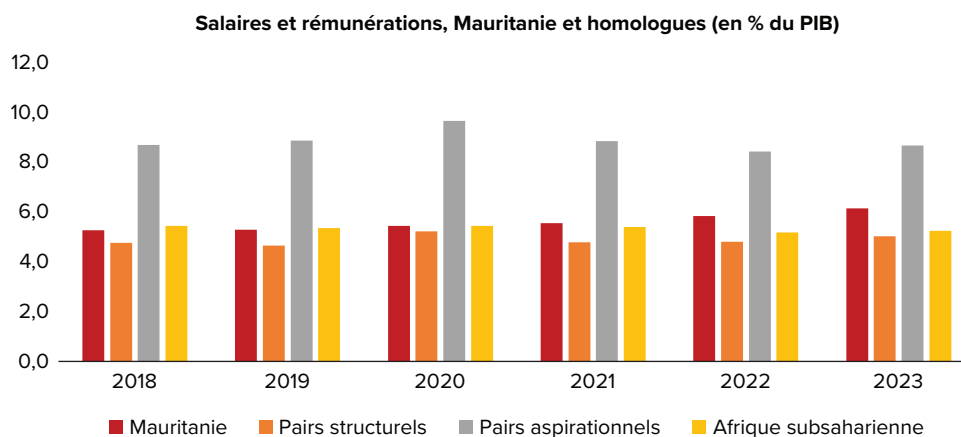


Figure 6.d. Composition des dépenses totales (en % du PIB)



Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la Banque mondiale.

Figure 7. Comparaison des niveaux de salaires en Mauritanie avec les pays pairs⁵

Source : Base de données MPO de la Banque mondiale.

En novembre 2022, le président Al-Ghazouani a annoncé une série de mesures pour aider à faire face à l'inflation élevée et à atténuer l'impact de la crise mondiale en cours. En vigueur depuis janvier 2023, ces mesures comprennent : i) une augmentation du salaire minimum mensuel de la classe ouvrière de 3900 MRU (environ 102 dollars) à 5900 MRU (environ 155 dollars) ; ii) une prime d'encouragement de 1000 MRU (environ 26 dollars) par mois pour les travailleurs du secteur de l'éducation pour les neuf mois de l'année scolaire, et iii) une augmentation de 2000 MRU (environ 52,5 dollars) des salaires mensuels des fonctionnaires et des militaires. Grâce à ces mesures, la masse salariale est passée de 5,8 % du PIB en 2022 à 6,2 % du PIB en 2023 (figure 7). Les niveaux de salaires en Mauritanie restent cependant inférieurs à ceux des pays pairs aspirationnels et légèrement supérieurs à ceux des pays pairs structurels et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

L'augmentation des prix des carburants à la pompe de 30 % en 2022 a permis de libérer de l'espace fiscal pour soutenir les plus vulnérables. Pour limiter l'augmentation des subventions aux carburants, le 15 juillet 2022, le ministre des Finances a publié un décret augmentant de 30 % les prix des carburants à la pompe pour la première fois depuis

2011 (essence et diesel). Combinée à la baisse des prix internationaux, cette mesure a entraîné une diminution des subventions aux carburants de 85 % en 2023 par rapport à 2022. Dans le même temps, le gouvernement a augmenté les paiements trimestriels de transferts monétaires ciblés de 2 200 MRU à 2 900 MRU par ménage et le nombre de bénéficiaires de 98 257 ménages à 140 295 ménages, ce qui a entraîné une augmentation des transferts monétaires de 45 % entre 2022 et 2023. À partir de 2024, le gouvernement prévoit d'augmenter le montant trimestriel de 2 900 MRU à 3 600 MRU, 85 % du coût total du programme étant entièrement couvert par son budget.

La Loi de Finance Initiale 2024 (LFI) s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement. La LFI vise un déficit de 1,4 % du PIB en 2024, contre 2,7 % du PIB dans la Loi de Finance Rectificative 2023 (LFR). Cette amélioration est principalement due aux efforts de maîtrise des dépenses courantes ainsi qu'à la mobilisation des recettes fiscales. Du côté des dépenses, les dépenses totales devraient légèrement diminuer, passant de 26,3 % du PIB dans la LFR 2023 à 26,2 % du PIB dans la LFI 2024. La rationalisation des dépenses courantes permettra d'augmenter les dépenses en capital de 0,3 pp pour le financement des

⁵ Sur la base d'une méthodologie d'évaluation comparative fondée sur des données, les pairs structurels sont le Bénin, la République du Congo et le Sénégal, et les pairs aspirationnels sont la Côte d'Ivoire, le Maroc et l'Algérie.

grands projets structurants, notamment le projet d'assainissement de Nouakchott et le projet de mobilité urbaine de Nouakchott. La baisse des dépenses sera accompagnée d'une hausse des recettes, soutenue par une augmentation de 1,5 point des recettes fiscales. Cette augmentation sera obtenue grâce à une combinaison de mesures de politique et d'administration fiscales, notamment la suppression des exonérations de droits de douane pour les importations de biens de consommation dans la zone franche de Nouadhibou et l'obligation pour les grandes entreprises de remplir et de payer leurs impôts en ligne. Les orientations de la politique budgétaire 2024 sont en ligne avec les engagements pris par le gouvernement dans le nouveau programme économique et financier 2024–2026, soutenu par le FMI. Un volume important d'investissements sera consacré à l'achèvement/la consolidation des infrastructures de soutien à l'activité économique, ainsi qu'aux activités de développement agricole (routes, eau, électricité).

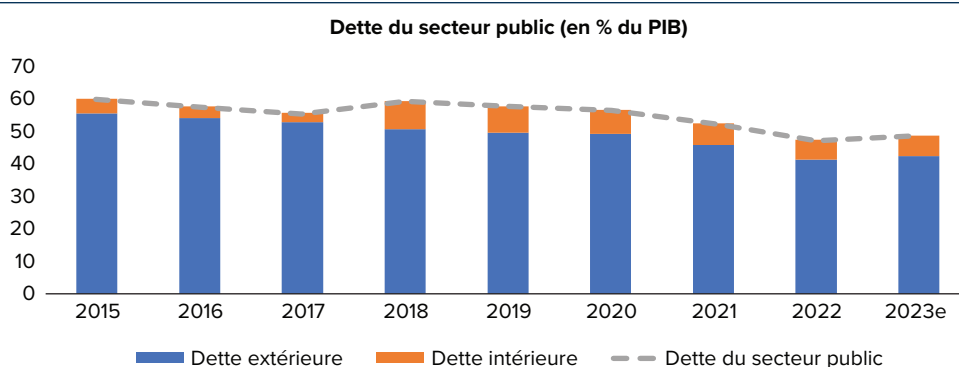
1.1.5. La dette du secteur public est restée soutenable, tandis que les vulnérabilités aux risques de change et de refinancement se sont accrues

Le ratio de la dette publique totale au PIB a diminué au cours des dernières années et s'établit à 48,6 % en 2023 (figure 8). Le ratio dette extérieure/PIB a enregistré une baisse régulière de 2015 à 2019, après une forte augmentation en 2015 lorsque l'Arabie saoudite a prêté

300 millions de dollars à la BCM pour aider la Mauritanie à faire face aux risques liés au choc des termes de l'échange de 2014–2015. En 2020, cependant, la tendance à la baisse s'est arrêtée, reflétant le financement pour aider la Mauritanie à atténuer l'impact de la pandémie de Covid-19. La dette publique extérieure a poursuivi sa tendance à la baisse, atteignant 41,3 % du PIB en 2022 et augmentant en 2023 à 42,3 % du PIB en raison de la dépréciation du taux de change à la fin de 2023 (figure 4). La dette intérieure, qui avait considérablement augmenté en 2018 lorsque le gouvernement avait officiellement reconnu une dette d'environ 6 % du PIB envers la BCM, a diminué en passant de 6,6 % en 2021 à environ 6,3 % du PIB en 2023.

La dette publique est soumise au risque de change et au risque de refinancement. La dette publique est largement constituée de dettes libellées en devises étrangères (88 %), principalement en dollars américains, ce qui rend le pays vulnérable au risque de change, comme le montre l'impact négatif de la dépréciation du taux de change sur la dette extérieure à la fin de 2023. Le marché intérieur reste peu profond et se caractérise par la présence exclusive d'instruments à très court terme (bons du Trésor), qui peuvent générer des risques de taux d'intérêt et de refinancement. En fait, 27,8 % de la dette intérieure a une échéance inférieure à un an, ce qui expose le pays à des risques de refinancement (tableau 1). En termes de taux d'intérêt, le coût du portefeuille de la dette s'élève en moyenne à

Figure 8. La dette du secteur public a légèrement augmenté en 2023, en raison de la dépréciation du taux de change



Source : Banque centrale de Mauritanie.

Tableau 1. Coûts et risques du portefeuille à la fin de 2023

	Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Coût de la dette			
Paiements d'intérêts en % du PIB	0,6	0,2	0,9
Taux d'intérêt moyen	1,8	4,1	2,1
Risque de refinancement			
Années jusqu'à l'échéance	8,5	13,6	9,3
Dettes à moins d'un an (% du total)	6,7	27,8	9,8
Risque de taux d'intérêt			
Délai moyen de re-tarification	8,5	13,6	9,3
Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	100	100	100
Bons du Trésor (% du total)	0	27,8	4,1
Risque de change			
Dettes en devises (% de la dette totale)			85,3
Dettes de court terme en devises (% des réserves)			15,5

Source : DDE, SDMT Mauritanie.

2,1 % en 2023, en raison d'une dette extérieure globalement concessionnelle (taux d'intérêt moyen de 1,8 % pour la dette extérieure contre 4,1 % pour la dette intérieure). Selon la Stratégie de la dette à moyen terme publiée en mars 2024, la stratégie du gouvernement est de diversifier le panier de devises pour limiter la prédominance du dollar dans la dette extérieure, et d'introduire des instruments à moyen et long terme (obligations et bons du Trésor) dans la dette intérieure pour limiter le risque de refinancement.

Le service de la dette est resté stable en 2023. La majeure partie de la dette publique de la Mauritanie est assortie de conditions préférentielles, et les paiements d'intérêts sur la dette publique restent donc gérables. Sur la base de l'encours de la dette à la fin de 2022, on estime que le service de la dette est resté globalement stable, passant de 3,1 à 3,0 % du PIB entre 2022 et 2023, et devrait rester à peu près à ce niveau jusqu'en 2025. Cette évolution reflète la reprise, à partir de 2022, du service de la dette suspendu dans le cadre du DSSI, ainsi que l'augmentation du service de la dette à l'égard de l'IDA et du FADES.

Toutefois, malgré cette augmentation prévue, les ratios du service de la dette ne devraient pas s'envoler par rapport aux valeurs observées avant la pandémie de COVID-19.

L'analyse de la viabilité de la dette (AVD) évalue le risque de surendettement extérieur de la Mauritanie comme étant modéré, avec une certaine marge de manœuvre pour absorber les chocs. Dans le scénario de base, aucun des quatre indicateurs du fardeau de la dette ne dépasse les seuils indicatifs, mais tous les quatre dépassent les seuils dans les scénarios de chocs les plus extrêmes. La dette extérieure est viable sur la base de cette évaluation et soutenue par les liquidités détenues par le Trésor, estimée à environ 3,5 % du PIB à la fin de 2023. La Mauritanie est évaluée comme ayant une capacité moyenne de portage de la dette, conformément à l'AVD précédente. Cette évaluation est sujette à des risques de détérioration. De nouveaux retards dans le démarrage de l'exploitation du gaz avec le projet Grand Tortue Ahmeyim (GTA), ainsi que des fluctuations défavorables des prix sur les marchés des matières premières, pourraient réduire les recettes

fiscales, augmenter les besoins de financement extérieur et aggraver le profil de la dette à moyen terme. Les problèmes de sécurité au Sahel, une guerre plus longue en Ukraine et les tensions au Moyen-Orient présentent des risques supplémentaires en raison de leur impact respectif sur la stabilité économique et les prix des denrées alimentaires.

Le gouvernement s'est engagé à renforcer la gestion et la transparence de la dette. Dans le cadre de la politique de financement du développement durable de la Banque mondiale pour l'exercice 2023, le gouvernement a mis en œuvre avec succès trois actions de politique et de performance qui renforceront la viabilité budgétaire et la gestion de la dette grâce à (i) la publication d'un bulletin annuel complet sur la dette comprenant des informations détaillées sur l'encours et les conditions de la dette de la plus grande entreprise d'État, la *Société nationale industrielle et minière de Mauritanie* (SNIM)⁶, (ii) un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) ancré sur l'objectif de déficit primaire non extractif convenu dans le cadre du programme du FMI (2023–2026), et fournissant une trajectoire de dépenses sur trois ans à la fois au niveau agrégé et sectoriel, et (iii) le respect d'une limite d'emprunt non-concessionnel de zéro.

1.1.6. Le déficit extérieur s'est réduit, grâce à l'amélioration des termes de l'échange et à la diminution des importations de capitaux

La balance des paiements s'est nettement améliorée en 2023 en raison d'une réduction des principales importations. Les réserves de change de la Banque centrale sont passées de 4,5 mois d'importations de biens en 2022 à 6 mois en 2023. Selon les estimations, le déficit de la balance courante s'est amélioré pour atteindre 10 % du PIB en 2023, contre 16,6 % du PIB en 2022, reflétant principalement une réduction du déficit commercial due à la baisse des importations de biens d'équipement, de pétrole et de produits alimentaires. Le déficit de la balance courante a été financé par l'investissement direct étranger

(IDE) [7,4 % du PIB] et l'appui budgétaire de divers partenaires techniques et financiers (4 % du PIB).

La baisse de la production de poisson a entraîné une chute des exportations. Les exportations sont passées de 39 % du PIB en 2022 à 37,9 % du PIB en 2023 due à la baisse des exportations de poisson (figure 9.a). Les exportations de poisson (17,7 % des exportations totales) sont passées de 8,2 % du PIB en 2022 à 6,2 % du PIB en 2023 en raison d'une diminution de la production de poisson d'environ 16 % par rapport à 2022, due aux quotas fixés par le gouvernement pour préserver la ressource. Cette baisse est compensée par une augmentation des exportations d'or (40,7 % des exportations totales en 2023) de 16 % du PIB en 2022 à 17,7 % du PIB en 2023, résultant d'une augmentation de la production de 10 % et des prix internationaux plus élevés (+8 % par rapport à 2022).

La baisse des importations totales en 2023 est due à un ralentissement des importations de biens d'équipement et à une baisse des prix à l'importation. Après une augmentation entre 2021 et 2022, les importations ont diminué de 49,2 % du PIB en 2022 à 40,8 % du PIB en 2023, en raison de la baisse des importations de biens d'équipement, de pétrole et de produits alimentaires (figure 9.b). Les importations des industries extractives, qui représentent 50,4 % des importations totales (y compris les importations de biens d'équipement et de pétrole) ont diminué en 2023 en raison d'une combinaison de la baisse des prix internationaux et de la diminution des investissements dans ce secteur en vue du début de l'extraction et de l'exportation du gaz prévu en 2024. Plus précisément, les importations de biens d'équipement sont passées de 15,4 % du PIB en 2022 à 10,3 % en 2023. Les importations de pétrole sont passées de 12,2 % du PIB en 2022 à 10,4 % en 2023, reflétant une baisse de 17 % des prix internationaux du pétrole. Les importations de produits alimentaires, qui représentent le troisième poste d'importation en 2023 (24 % des importations totales), ont enregistré une légère baisse, passant de 10,2 % du PIB en 2022 à 9,7 % en 2023, les prix ayant augmenté de 9 % entre 2022 et 2023.

⁶ Société nationale industrielle et minière.

Figure 9. La balance courante s'est améliorée en 2023 grâce à la baisse des importations de biens d'équipement

Figure 9.a. Exportations en Mauritanie (en % du PIB)

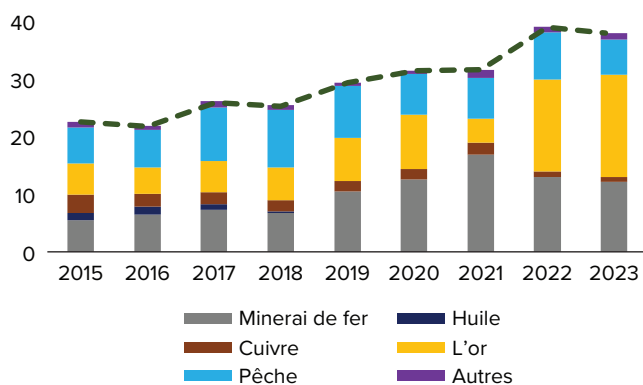
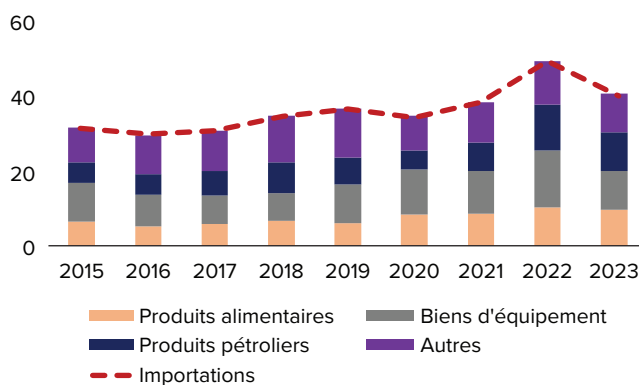


Figure 9.b. Importations en Mauritanie (en % du PIB)



Source : Banque centrale de Mauritanie et calculs du personnel.

Encadré 3. Attirer les IDE dans les secteurs non extractifs sera essentiel pour soutenir la croissance à moyen terme

En 2023, la Mauritanie a enregistré son plus faible niveau d'investissements directs étrangers (IDE) depuis 2016.

Les IDE sont passés de 4,2 % du PIB en 2016 à un pic de 14,3 % du PIB en 2022, sous l'impulsion du secteur extractif. En 2023, la valeur des IDE a considérablement diminué pour atteindre 7,3 % du PIB, soit une baisse de 49,9 % par rapport à l'année précédente (figure B3.a). Les IDE liés au pétrole et au gaz, y compris le projet gazier Grand Tortue/Ahmeyim (GTA), ont représenté 79 % du total des IDE en 2023 et ont couvert 62,4 % des besoins de financement extérieur, contre 81 % en 2022. Cette baisse significative est due à la fin du développement de la première phase du projet GTA en 2025, le début de l'extraction et de l'exportation du gaz étant prévu pour le second semestre 2025.

Malgré la forte concentration des IDE dans les industries extractives, la Mauritanie a attiré plus d'IDE au cours de la dernière décennie que ses pairs. En moyenne, les IDE représentaient 4,4 % du PIB en 2022 dans les pays pairs structurels et 1,3 % du PIB en 2022 dans les pays pairs aspirationnels (figure B3.b). Les flux d'IDE de la Mauritanie sont également plus élevés que la moyenne de l'Afrique subsaharienne (1,5 % du PIB en 2022), et elle se classe parmi les 5 pays de la sous-région ayant les flux d'IDE les plus élevés en 2022.

La diversification de ces flux d'IDE est cependant essentielle pour soutenir la croissance à long terme. L'économie mauritanienne souffre d'un marché intérieur étroit et déconnecté qui limite sa capacité à attirer les investissements privés. Le manque de diversification se traduit non seulement par de faibles investissements dans les secteurs non extractifs, une création d'emplois et une productivité du travail limitées, mais il expose également l'économie à des vulnérabilités externes. Les industries extractives ne sont pas non plus en mesure d'absorber le rapide boom démographique, car elles sont à forte intensité de capital. Par conséquent, à moins que le pays ne diversifie son panier d'exportations et n'étende sa portée commerciale, la forte dépendance à l'égard des produits de base maintiendra l'économie dans une situation de sous-performance, à l'exception des périodes où les prix des produits de base et les découvertes sont en plein essor. La nécessité d'une base de production et d'exportation plus diversifiée est d'autant plus cruciale avec le début de la production d'hydrocarbures dans le champ GTA afin d'éviter les effets du syndrome hollandais.

(continue)

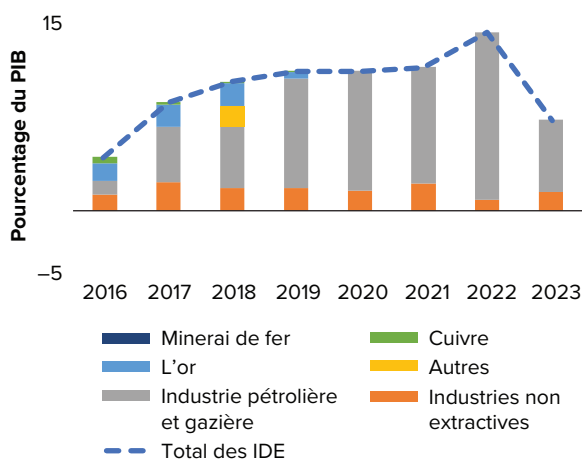
Encadré 3. Attirer les IDE dans les secteurs non extractifs sera essentiel pour soutenir la croissance à moyen terme (A continué)

Un certain nombre de stratégies peuvent être mises en œuvre, notamment pour améliorer l'environnement des affaires et le capital humain, qui ne sont toujours pas favorables à l'attraction des IDE dans le secteur non extractif.

Les stratégies de diversification de l'économie peuvent prendre différentes formes, notamment en se concentrant sur des produits présentant un avantage comparatif émergent. De ce point de vue, des produits tels que le poisson transformé, le cuir, le malt et les minéraux non métalliques ont été identifiés comme ayant un avantage relatif significatif et pourraient faire l'objet d'une diversification plus poussée. Le secteur agricole, le plus grand employeur de Mauritanie, est entravé par un manque d'expertise et de compétences appropriées, et il est encore plus affaibli par l'absence d'intégration avec le commerce et les entreprises agroalimentaires secondaires. L'élimination des contraintes liées à la productivité agricole en améliorant le capital humain et l'accès à la terre et au financement dans le secteur agricole contribuerait également à la diversification de l'économie.

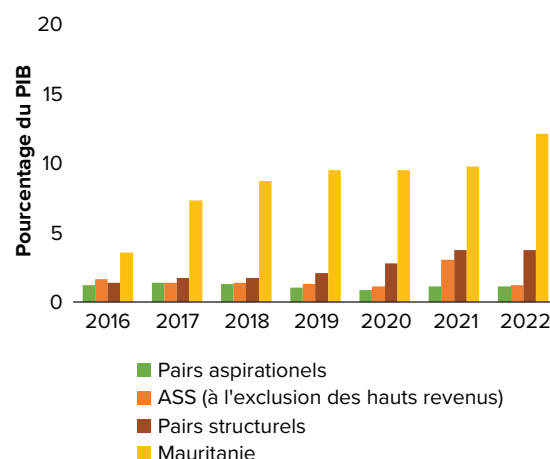
Figure B3. Avec des investissements directs étrangers élevés dans les industries extractives, la Mauritanie a attiré plus d'IDE que ses pairs

Figure B3.a. Investissements directs étrangers de la Mauritanie (% du PIB)



Source : BCM et calculs des services de la Banque mondiale.

Figure B3.b. Investissements directs étrangers en Mauritanie et dans les pays pairs (% du PIB)



Source : Base de données MPO de la Banque mondiale.

1.2. Perspectives macroéconomiques

1.2.1. Les perspectives sont favorables malgré un contexte international incertain . . .

La croissance économique devrait atteindre une moyenne de 4,9 % en 2024–2026 (3,1 % par habitant) avec le début de la production de gaz du champ gazier offshore GTA à la mi-année 2025 (encadré 4). Au-delà

des industries extractives, la croissance sera soutenue par la reprise de la consommation et de l'investissement privé avec le retour des prix aux niveaux d'avant crise, l'augmentation des exportations et la mise en œuvre du programme d'investissement public du gouvernement. Les réformes structurelles sont axées sur l'amélioration des infrastructures (principalement routières et numériques), le climat des affaires (y compris un nouveau code d'investissement), le capital humain et la résistance aux chocs. L'assistance

Encadré 4. Préparer le pays à la production de gaz pour éviter les effets du syndrome hollandais du passé

La Mauritanie devrait devenir un exportateur de gaz en 2025, avec l'achèvement de la phase I du projet gazier GTA, dont la capacité de production est estimée à 2,45 millions de tonnes par an. Les phases 2 et 3 du projet GTA sont en cours d'évaluation. Le champ GTA est partagé entre la Mauritanie et le Sénégal et développé par les compagnies pétrolières BP et Kosmos Energy en partenariat avec la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) et Petrosen, les compagnies pétrolières nationales respectives des deux pays. Ce projet est essentiel pour la Mauritanie, qui se positionnera comme un nouvel acteur sur les marchés mondiaux de l'énergie et aura un impact positif sur les recettes publiques. Cependant, il sera essentiel de trouver le bon équilibre entre la transparence des investissements et la consommation dans les secteurs clés tels que le capital physique et humain et dans les différentes catégories de revenus du pays pour exploiter pleinement les avantages de la production pétrolière et accélérer durablement le développement économique du pays.

Si l'exploitation de ce vaste gisement a le potentiel d'accroître rapidement les ressources de l'État, permettant ainsi au pays d'accélérer son développement, l'expérience montre que l'essor des ressources naturelles présente également des risques qu'il convient d'éviter. L'essor des industries extractives de 2007 à 2015 a permis à la Mauritanie de se hisser parmi les pays à revenu moyen inférieur et a contribué à réduire la pauvreté de 11,5 points de pourcentage, ce qui est remarquable. Malgré ces réalisations, l'essor a laissé en héritage les effets du syndrome hollandais. Les prix élevés des matières premières ont entraîné une hausse rapide des investissements directs étrangers, augmentant ainsi la demande de services non échangeables tels que la construction, le transport et le commerce, au détriment de secteurs créateurs d'emplois tels que l'industrie manufacturière. Associée à des politiques monétaires inefficaces, cette situation a conduit à une appréciation du taux de change réel, érodant la compétitivité du pays et entravant ses efforts de diversification. La croissance est restée modérée, s'établissant en moyenne à 3,5 % sur cette période, et les progrès en matière de développement humain ont été limités malgré d'importants investissements en infrastructures dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les années de prospérité se sont également accompagnées d'une politique budgétaire procyclique qui a entraîné une expansion rapide de la dette publique et un risque élevé de surendettement.

Pour éviter les effets du syndrome hollandais, le pays a renforcé son cadre budgétaire. Compte tenu de l'imprévisibilité des marchés et des prix de l'énergie, le pays gagnera à adopter une politique budgétaire prudente pour gérer les recettes pétrolières et gazières. Dans ce sens, la Mauritanie a préparé un document de programmation budgétaire à moyen terme qui définit la politique budgétaire à moyen terme du gouvernement afin d'assurer une plus grande prévisibilité et durabilité budgétaire. Le pays a également adopté un objectif de déficit primaire hors extractif comme point d'ancrage budgétaire pour atténuer la volatilité des recettes extractives et maintenir le pays en dessous du seuil de surendettement. L'adoption de règles budgétaires, associée à des réformes structurelles, telles que la flexibilisation du taux de change et le lancement du marché interbancaire des changes en décembre 2023, pourrait accroître le potentiel de croissance économique de la Mauritanie.

La bonne gouvernance et un système solide de gestion des finances publiques sont essentiels pour garantir la durabilité des politiques et des règles macroéconomiques dans les pays riches en ressources. Un processus institutionnel clair devrait être appliqué au fil du temps et les ressources gazières devraient être gérées de manière transparente. Le Parlement et la Cour des comptes nationale devraient également être en mesure d'évaluer la gestion des ressources gazières. En outre, la Mauritanie dispose d'un fonds national pour les réserves d'hydrocarbures, créé en 2006 pour gérer les recettes pétrolières provenant du champ pétrolier de Chinguetti. Les revenus attendus du projet GTA constituent une bonne opportunité pour repenser la structure et le mandat du fonds, en adoptant des règles de gestion simples et spécifiques, et en renforçant la gouvernance du fonds. Les autorités pourraient également profiter de cette occasion pour adopter une stratégie basée sur un portefeuille d'investissement plus diversifié et plus performant.

Les réformes structurelles visant à stimuler la compétitivité sont essentielles pour accompagner les principes budgétaires et de transparence. Les réformes structurelles pourraient viser, entre autres, à améliorer l'efficacité des dépenses publiques, à soutenir la formation du capital humain et à améliorer le climat des affaires et la productivité dans les secteurs d'exportation réels tels que l'agriculture, la pêche et l'élevage, ainsi que les réformes politiques dans les secteurs de l'énergie et de l'eau afin de stimuler la productivité des secteurs non extractifs.

technique en matière d'efficacité des investissements publics, notamment dans le cadre de l'évaluation de la gestion des investissements publics (C-PIMA) du FMI, ainsi que les réformes nationales visant à encourager une exécution plus rapide sont susceptibles de renforcer l'efficacité. Les prix devraient continuer à ralentir et revenir aux niveaux d'avant crise pour se stabiliser autour de 2 % en 2026.

Les perspectives suggèrent une baisse de la pauvreté à moyen terme, en lien avec la baisse de l'inflation et la hausse de la croissance. Les estimations utilisant un seuil de pauvreté de 3,65 dollars en parité de pouvoir d'achat 2017 suggèrent que le taux de pauvreté devrait rester stable à 28 % en 2024–2025, principalement en raison de la faible croissance de l'agriculture et de la baisse de l'inflation des denrées alimentaires. La faible inflation et les bons résultats de l'agriculture en 2026 devraient entraîner une baisse du taux de pauvreté à 25,9 % en 2026 et une diminution du nombre de pauvres de 125 000 personnes entre 2025 et 2026.

Le déficit de la balance courante devrait se réduire à court terme, grâce à l'augmentation des exportations de produits extractifs et à la diminution des importations de biens d'équipement. Le déficit de la balance courante devrait se réduire à environ 4,3 % du PIB d'ici 2026, grâce aux facteurs suivants : (i) la baisse des importations de biens d'équipement, à mesure que la phase de développement du champ gazier offshore GTA s'achève, (ii) l'entrée en production des exportations d'hydrocarbures, et (iii) l'augmentation de la production de minerai de fer. Les investissements directs étrangers, liés à l'industrie extractive, et les emprunts à des conditions favorables resteront une source importante de financement. Les réserves devraient se maintenir autour de 4,6 mois d'importations de biens au cours de la période considérée.

La situation budgétaire devrait s'améliorer à moyen terme. Le déficit budgétaire devrait se réduire progressivement et se transformer en un excédent de 0,1 % du PIB en 2026. Il sera financé par une combinaison de financements concessionnels et de prélèvements sur les réserves du Trésor. L'assainissement budgétaire sera soutenu par une plus grande mobilisation des recettes et la réduction

des dépenses courantes, principalement les subventions à l'énergie. La croissance prévue des recettes reflète les mesures fiscales approuvées dans les lois de finances 2023 et 2024. La production d'hydrocarbures devrait générer des recettes annuelles supplémentaires estimées à 0,5 % du PIB. En ce qui concerne les dépenses, l'assainissement budgétaire sera favorisé par la rationalisation des transferts et des subventions qui ont augmenté ces dernières années pour soutenir les ménages pendant la crise de Covid19 et la crise ukrainienne, ainsi que par le projet des autorités de réformer la structure des prix des combustibles fossiles afin de supprimer progressivement les subventions générales aux combustibles fossiles. La marge de manœuvre budgétaire ainsi créée permettra d'augmenter les investissements publics, mais nécessitera une évaluation, une sélection et une approbation rigoureuses et transparentes des projets d'investissement, ainsi que des marchés publics efficaces.

1.2.2. ... mais elles sont soumises à de fortes incertitudes et à des risques de détérioration

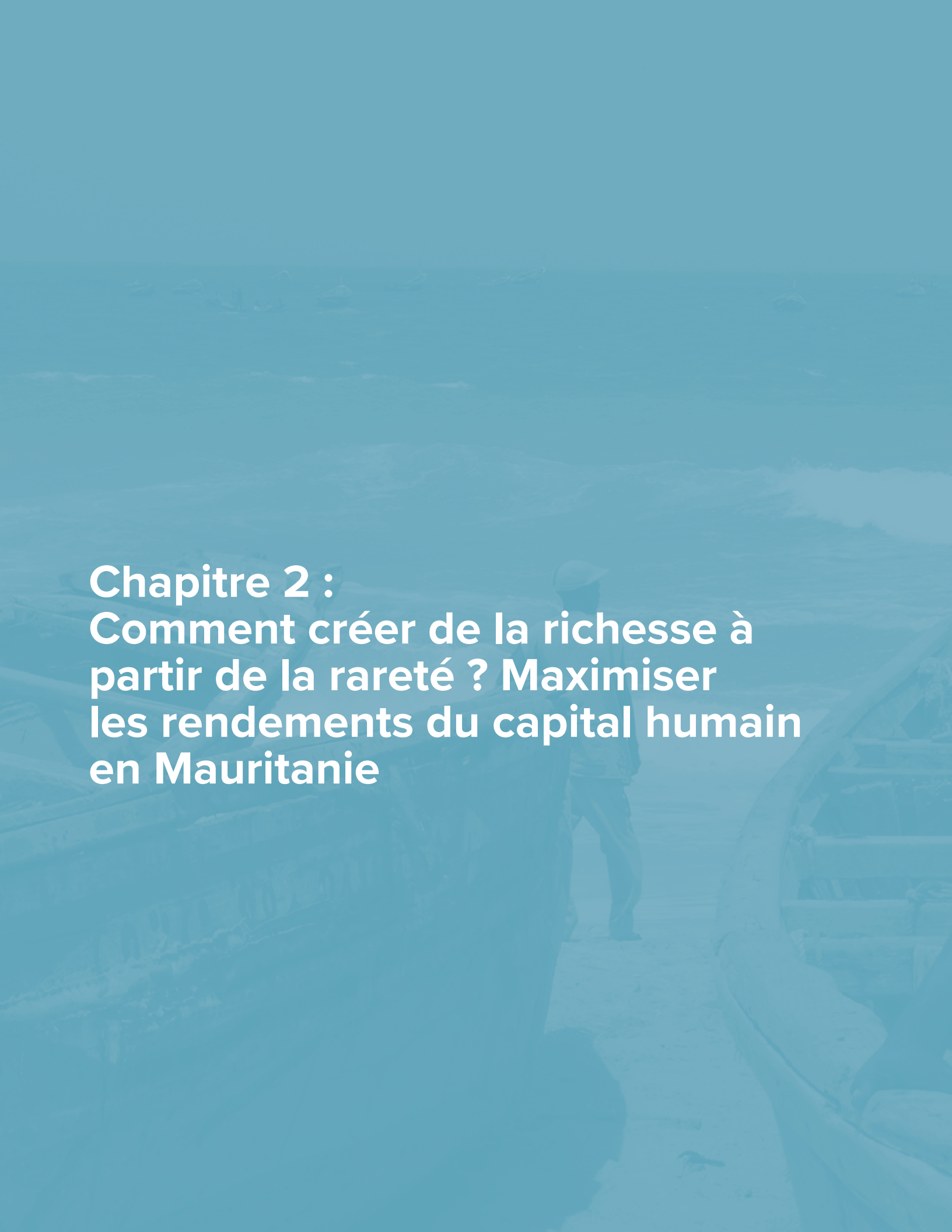
Les perspectives macroéconomiques sont soumises à des incertitudes et à des risques de détérioration. La Mauritanie est confrontée à des incertitudes liées à la prochaine élection présidentielle de juin 2024 et à l'instabilité dans la région du Sahel. Le resserrement en cours des conditions monétaires pourrait éventuellement réduire la disponibilité de financements abordables pour la Mauritanie. Bien que la construction de la première phase du projet offshore GTA progresse, les deuxième et troisième phases pourraient connaître des retards. Le report du projet GTA ralentirait les entrées d'IDE et pèserait sur les perspectives de croissance et de développement à moyen terme. L'incapacité à mettre en œuvre des réformes du climat des affaires pourrait compromettre les perspectives de croissance dans le secteur non extractif. La Mauritanie est également exposée à des cycles récurrents de sécheresses et d'inondations qui ont un impact sur la production agricole et le revenu des ménages.

Pour atténuer les risques susmentionnés et construire une trajectoire de développement durable et inclusive,

les priorités politiques doivent être axées sur (i) la stabilisation des prix et l'augmentation du soutien ciblé aux plus vulnérables et (ii) la préservation de l'espace budgétaire nécessaire pour les investissements favorisant la croissance et pour faire face à d'éventuels chocs intérieurs ou extérieurs. La Banque centrale doit poursuivre une politique monétaire neutre tout en surveillant de près l'évolution des prix afin de les maintenir à un niveau bas sans ralentir davantage la croissance du crédit. De la même manière, pour atténuer l'impact de l'inflation sur les plus vulnérables tout en maintenant une marge de manœuvre budgétaire adéquate, il faudra passer de l'approche actuelle des subventions généralisées à l'octroi de subventions ciblées. De même, l'amélioration de l'efficacité des investissements publics et la rationalisation des dépenses fiscales sont essentielles pour maintenir un espace budgétaire adéquat tout en augmentant les recettes publiques pour faire face aux besoins de développement. La sous-exécution des investissements en capital est devenue un problème structurel, une évaluation de la gestion des finances publiques devrait être effectuée pour identifier les principaux moteurs de cette sous-performance et des mesures devraient être prises pour améliorer la préparation et l'exécution du budget, ainsi que la crédibilité du budget. Une évaluation annuelle des risques budgétaires liés aux chocs des prix des produits de base, des engagements conditionnels liés à la dette des entreprises publiques et des chocs climatiques récurrents sera essentielle pour faire face aux chocs extérieurs potentiels.

La mise en œuvre de ces politiques devrait être ancrée dans un modèle économique durable. Ce modèle devrait s'articuler autour de trois piliers : (i) le renforcement de la stabilité macroéconomique, (ii) l'adoption d'une gestion budgétaire et de la dette prudente et (iii) la diversification de l'économie et l'augmentation de la productivité dans les secteurs non extractifs. Le chapitre 1 a présenté les points saillants qui ont marqué l'économie mauritanienne en 2023 tout en indiquant les perspectives de croissance à court et moyen terme. Il propose quelques réformes pour renforcer la stabilité macroéconomique et soutenir la croissance à long terme. Le chapitre 2 se concentrera sur l'évolution du capital humain en Mauritanie et plus particulièrement sur l'utilisation du capital humain. En effet, le maintien de la croissance économique dépendra de la capacité du pays à relever des défis structurels tels que la faible productivité de la main-d'œuvre (en particulier dans le secteur agricole) et la forte dépendance à l'égard du secteur extractif. Le capital humain est un facteur déterminant de la croissance économique à long terme. Cependant, malgré l'abondance des ressources naturelles, l'économie n'a pas été diversifiée : la plupart des emplois se trouvent dans le secteur informel, avec une faible productivité, des revenus précaires et aucune sécurité. L'amélioration du niveau et de la qualité des dépenses sociales (éducation, santé) contribuera à renforcer le capital humain, tandis que la correction des faiblesses de la gouvernance et l'amélioration du climat des affaires stimuleront le développement du secteur privé en le détournant du secteur extractif et en augmentant la compétitivité.



A person wearing a hat and light-colored clothing stands on a sandy beach between two wooden boats. The ocean is visible in the background with waves breaking. The entire image is overlaid with a semi-transparent blue filter.

Chapitre 2 : Comment créer de la richesse à partir de la rareté ? Maximiser les rendements du capital humain en Mauritanie

Le capital humain - avec le capital physique et les ressources naturelles - est un facteur déterminant de la productivité et du niveau de revenu d'un pays. Les pays du monde entier investissent dans le capital humain pour garantir le progrès à long terme et l'accumulation de richesses, car c'est la qualité du capital humain qui détermine le potentiel d'investissement d'un pays et sa capacité à exploiter efficacement les ressources naturelles. La valeur du capital humain va au-delà de l'économie, car elle est un fondement de la cohésion sociale, de la participation et du développement équitable. Le Gouvernement mauritanien a fait preuve d'un engagement fort pour placer le développement du capital humain au premier plan de sa vision à long terme, grâce à des efforts dédiés à l'amélioration de la santé des enfants et des résultats de l'apprentissage, des opportunités d'emploi pour les populations actives et de la protection du capital humain contre les chocs. Toutefois, les progrès ont été lents et le potentiel du capital humain pour stimuler la croissance économique n'est pas pleinement exploité. Des actions sont nécessaires à tous les stades clés de l'investissement dans le capital humain : construction, utilisation et protection contre les chocs. À court terme, il est essentiel d'assurer la pleine utilisation du capital humain existant. Ceci est l'objet du présent chapitre⁷.

2.1. Capital humain et croissance en Mauritanie

Le capital humain est un facteur déterminant de la croissance économique à long terme et du progrès social dans le monde moderne. Il se compose des connaissances, des compétences, de la nutrition et de la santé que les gens accumulent tout au long de leur vie et qui leur permettent

de réaliser leur potentiel en tant que membres productifs de la société. Le capital humain s'est révélé être un moteur de la croissance économique dans le monde entier et représente deux tiers de la richesse mondiale, ce qui en fait la composante la plus importante de la richesse à l'échelle mondiale (Banque mondiale 2021b). Les investissements dans le capital humain ont également des taux de rendement élevés et des effets multiplicateurs (Banque mondiale 2021c, voir encadré I).

L'indice du capital humain (ICH) de la Mauritanie est préoccupant : il s'établit à 0,38, ce qui signifie qu'un enfant né dans le pays ne sera productif qu'à 38 % de ce qu'il pourrait être s'il avait bénéficié d'une éducation complète et d'un état de santé irréprochable⁸. L'ICH du pays est nettement inférieur à celui de ses pairs régionaux et économiques, en deçà de ce que l'on pourrait attendre de son niveau de revenu (figure 10). Ce faible niveau de capital humain signifie aujourd'hui de mauvaises perspectives pour la croissance économique future du pays. Dans le même temps, d'importantes lacunes subsistent en matière de connaissances. Certaines des données qui sous-tendent l'ICH de la Mauritanie sont obsolètes et doivent être mises à jour : les données qui sous-tendent le test harmonisé d'évaluation de la qualité de l'éducation datent de 2004. De meilleures données permettront un meilleur suivi des politiques.

Au fil du temps, il existe une forte relation entre la croissance économique et l'augmentation de l'ICH.

Les pays qui ont connu la plus forte croissance économique sont ceux qui ont également connu la plus forte augmentation du capital humain. Dans la figure 11⁹, chaque pays est représenté par une flèche indiquant la direction du changement en termes d'ICH et de PIB par habitant au

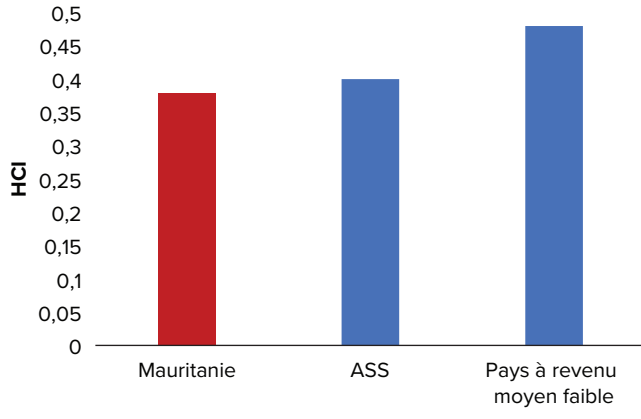
⁷ Ce chapitre s'inspire de la Banque mondiale (2024)

⁸ L'ICH est construit en transformant les résultats observables du développement humain en contributions à la productivité, ancrées dans les preuves micro-économétriques des effets de l'éducation et de la santé sur la productivité des travailleurs (par exemple, Caselli, 2005). L'indice qui en résulte est compris entre 0 et 1. Un pays où un enfant né aujourd'hui peut s'attendre à jouir d'une santé complète (c'est-à-dire pas de retard de croissance et 100 % de survie à l'âge adulte) et d'une éducation complète (c'est-à-dire suivre 14 années d'enseignement de haute qualité avant l'âge de 18 ans) obtiendra une valeur de 1 sur l'ICH. Du point de vue de la productivité, un indice de 1 signifie que la productivité future de la génération suivante ne sera pas réduite en raison de contraintes liées à la santé et à l'éducation.

⁹ Pour 103 pays disposant de données sur l'ICH pour 2010 et 2020. Pour la Mauritanie, les composantes clés de l'ICH n'ont qu'un seul point de données dans le temps, ce qui la retire de cette liste.

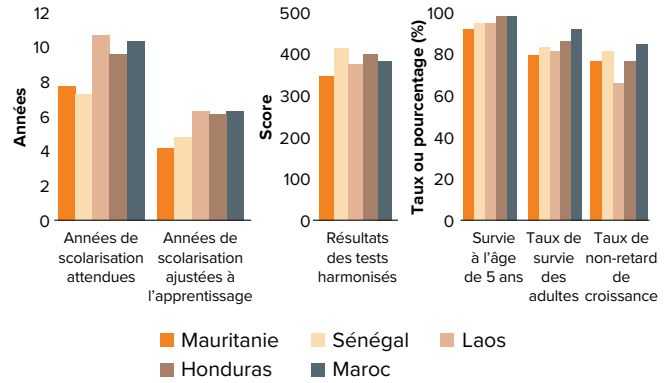
Figure 10. La Mauritanie est en retard sur ses pairs en termes de capital humain

Figure 10.a. L'ICH de la Mauritanie est inférieur à celui de ses pairs



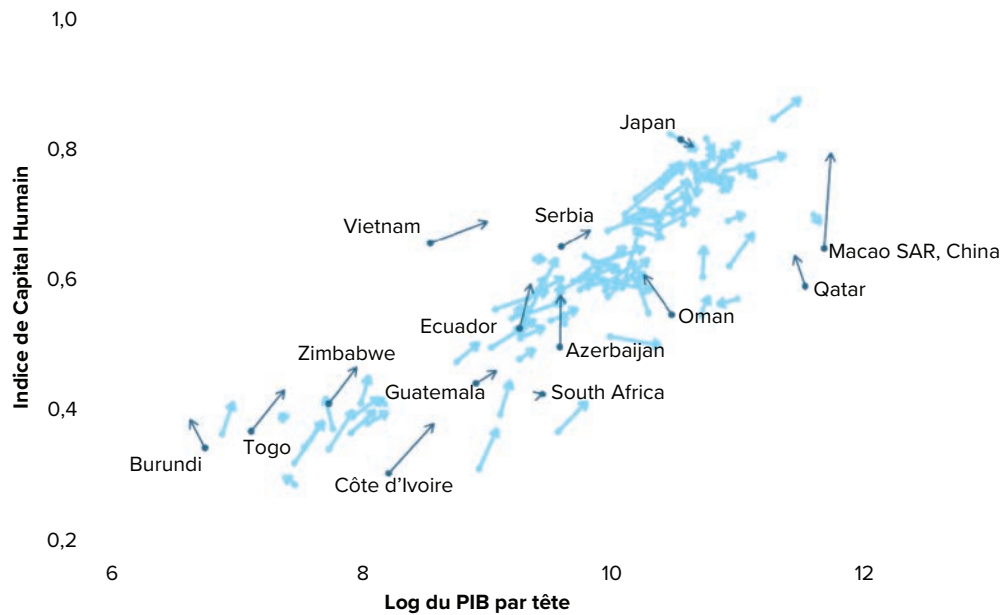
Source : Banque mondiale Banque mondiale 2022.

Figure 10.b. La Mauritanie obtient de moins bons résultats sur les composantes du capital humain que ses voisins, ses pairs structurels ou ses pairs aspirationnels.



Source : Banque mondiale : Indicateurs du développement dans le monde.

Figure 11. Évolution du capital humain et de la croissance économique entre 2010 et 2020



Source : Reproduction des auteurs à partir des données de la Banque mondiale 2021a.

Encadré 5. Dépenses publiques, capital humain et croissance économique : examen des données mondiales

Les investissements dans la santé, l'éducation et la protection sociale contribuent à améliorer le capital humain et à stimuler la croissance économique. Les dépenses publiques, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, sont essentielles pour atteindre ces résultats, tandis que des dépenses inefficaces ou inéquitables peuvent entraver la croissance. Des études utilisant des techniques économétriques de séries chronologiques révèlent des associations significatives entre des dépenses de santé publique plus élevées et une réduction de la mortalité infantile, soulignant l'importance de l'investissement gouvernemental dans les soins de santé. En utilisant un panel de pays d'Afrique subsaharienne, Kiross et al. (2020) ont constaté qu'une augmentation de 1 % des dépenses de santé publique par habitant était associée à une réduction de la mortalité infantile d'environ 0,025 % et de 0,04 % de la mortalité néonatale. De même, les dépenses publiques en matière d'éducation sont en corrélation positive avec le niveau d'instruction au Pakistan, même si la qualité de l'enseignement reste un facteur essentiel (Kousar et al., 2023).

Les ressources peuvent avoir un impact sur la qualité des services fournis, mais ce lien n'est pas automatique. Dans de nombreux contextes, l'augmentation des dépenses ne conduit pas à une amélioration de la qualité, en particulier dans les localités caractérisées par des prestations médiocres (par exemple, Pahlevi, 2017 pour le Pakistan). Dans l'ensemble, les dépenses publiques consacrées au développement du capital humain, parallèlement aux investissements physiques, jouent un rôle essentiel dans la stimulation de la croissance économique et la réduction de la pauvreté, soulignant l'importance d'une allocation efficace et équitable des ressources.

cours de la dernière décennie. À quelques exceptions près, il existe une corrélation évidente entre le taux de croissance du PIB par habitant et l'augmentation de l'ICH. Les pays dont le PIB par habitant a le plus augmenté ont connu une croissance tout aussi forte de leur ICH : la Côte d'Ivoire, le Togo et le Zimbabwe. Les pays dont l'ICH a le moins augmenté ont connu une croissance plus lente, ont vu une baisse de leur PIB par habitant (Burundi, Qatar et Oman, par exemple).

La relation dynamique entre l'accumulation de capital humain et la croissance est l'un des fondements de l'approche de la richesse des nations (Banque mondiale 2021b).¹⁰ Selon cette méthodologie, le capital humain représente environ 64 % de la richesse mondiale¹¹. Sa contribution à la richesse globale a augmenté entre 1995

et 2018 au niveau mondial (tableau 2). Cette croissance de sa part a été particulièrement forte dans les pays à faible revenu et en Afrique subsaharienne.

Les dépenses de la Mauritanie dans les secteurs du capital humain ont diminué au cours des dernières années et restent modestes par rapport aux pays pairs. Les dépenses d'éducation en pourcentage du PIB ont augmenté jusqu'en 2015 pour atteindre près de 3 % du PIB, mais ont diminué considérablement depuis lors pour atteindre 1,3 % du PIB en 2022 (figure 12.a). Cela reflète la baisse des allocations budgétaires à l'éducation, comme le montre la diminution de la part des dépenses d'éducation dans le budget total (figure 12.b.). La Mauritanie reste bien en deçà de ses pairs en Afrique subsaharienne en termes de dépenses par élève (Banque mondiale, 2021c) ;

¹⁰ Selon cette approche, le capital humain est estimé comme la valeur actuelle totale du revenu du travail futur attendu de la population active actuelle. Elle regroupe une série de facteurs qui déterminent le stock et l'utilisation du capital humain d'un pays : la population totale et sa structure, la durée de vie prévue des personnes (une mesure qui reflète les conditions de santé), leur niveau d'éducation et leur expérience sur le marché du travail en termes de probabilités d'emploi et de revenus.

¹¹ 70 % dans les pays à revenu élevé et 41 % dans les pays à faible revenu.

Tableau 2. Capital humain et richesse totale par habitant, Mauritanie dans le contexte mondial 1995–2018

	Capital par habitant en dollars constants (2018)		Richesse totale par habitant, en dollars constants (2018)		Part du capital humain dans la richesse totale, en pourcentage	
	1995	2018	1995	2018	1995	2018
Mauritanie	11 711	9 273	16 335	18 523	71,7	50,1
Pays à faible revenu	3 580	5 762	9 379	11 462	38,2	50,3
Pays à revenu intermédiaire	8 570	16 847	15 253	27 108	56,2	62,1
Afrique subsaharienne	7 870	12 278	17 273	20 473	45,6	60,0
Moyenne mondiale	68 450	101 797	111 174	160 167	61,6	63,6

Source : Banque mondiale 2021b.

Figure 12. Dépenses publiques et résultats en matière de capital humain

Figure 12.a. Corrélation entre les dépenses en capital humain (éducation) et les résultats

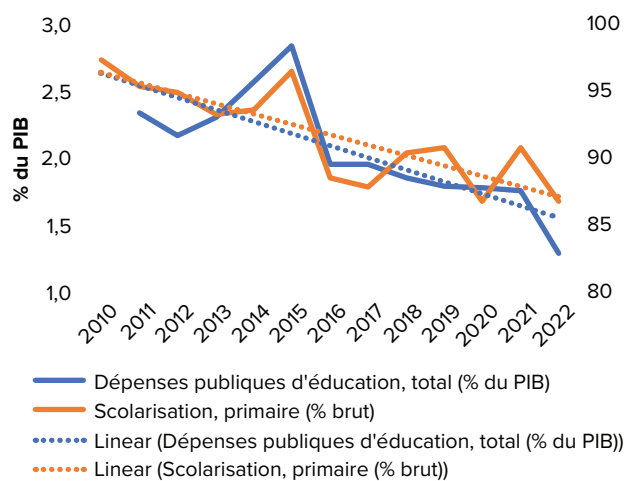
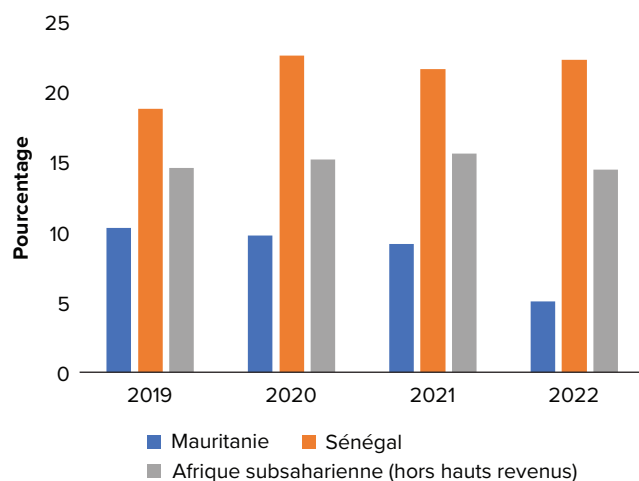


Figure 12.b. Dépenses publiques en éducation (% des dépenses publiques)



Source : World Development Indicators.

au Sénégal, les dépenses d'éducation représentaient 5,6 % du PIB en 2022, soit plus de 20 % du budget total. En Mauritanie, la structure des dépenses indique une qualité médiocre et une répartition inégale, l'enseignement primaire recevant une part disproportionnellement faible bien qu'il scolarise la plupart des élèves. Les redoublements et les abandons scolaires entraînent des coûts budgétaires, tandis que les disparités régionales persistent, laissant les régions les plus pauvres sous-financées. Gautier et al. (2018) examinent plus en détail l'offre d'éducation en Mauritanie et constatent une allocation disproportionnée vers les coûts de personnel, ce qui entraîne une faible disponibilité des intrants essentiels et des résultats d'apprentissage médiocres. La figure 12.a. souligne que les dépenses publiques pour l'éducation en Mauritanie sont fortement corrélées au taux brut de scolarisation dans le primaire, et que la baisse des dépenses au cours des dernières années a été associée à des taux bruts de scolarisation plus faibles. Dans le secteur de la santé, les dépenses de la Mauritanie stagnent à 3 % du PIB, avec des inefficacités et des inégalités notables. La majeure partie du budget est consacrée au traitement des maladies non transmissibles (deux tiers du budget), tandis que les allocations pour la santé maternelle et la nutrition sont disproportionnellement faibles (respectivement 12,2 % et 0,2 %). Les établissements de santé souffrent d'un manque d'équipement et de personnel, en particulier dans les zones rurales, ce qui contribue à un faible taux d'utilisation, notamment parmi les communautés mal desservies. Diallo et al. (2023) soulignent les problèmes d'accessibilité financière et l'allocation inéquitable des ressources entre les régions, ce qui exacerbe les problèmes d'accès et conduit à des résultats sanitaires sous-optimaux.

La richesse en capital humain de la Mauritanie, mesurée par habitant, a diminué au cours des vingt dernières

années. En 1995, le niveau de richesse en capital humain par habitant de la Mauritanie était plus élevé que celui de pays comparables (trois fois plus élevé que dans d'autres pays à faible revenu, 50 % plus élevé que la moyenne de l'Afrique subsaharienne) et représentait 71,7 % de sa richesse (tableau 2). Cependant, le stock de capital humain par habitant en Mauritanie a diminué en 2018 (de 11 711 dollars par habitant à 9 273 dollars), dernier point de données disponible¹². Cela ne veut pas dire que la Mauritanie a connu une baisse de la valeur globale du capital humain. En fait, celle-ci a augmenté de 50 % entre 1995 et 2018, passant de 27 à 40 milliards de dollars (en dollars constants de 1995). Cependant, dans le même temps, la population a augmenté de 90 % (elle a presque doublé), ce qui a court-circuité la croissance de la valeur du capital humain. C'est pourquoi la valeur par habitant a diminué - en moyenne de 1,6 % par an. L'accumulation du capital humain s'est donc poursuivie, mais pas assez rapidement pour être un moteur de la croissance économique. Au lieu de cela, l'utilisation des ressources naturelles et l'augmentation des investissements dans le capital physique ont été les facteurs clés de l'augmentation de la richesse par habitant¹³. Cette évolution s'est accompagnée d'une baisse des taux d'emploi et d'une stagnation des taux de rendement de l'éducation¹⁴. Le capital humain ne représente plus que 50 % de la richesse totale en Mauritanie, soit moins que dans la plupart des pays. Cette baisse a été particulièrement prononcée pour les femmes, et en 2018, les femmes ne détenaient plus que 20 % de la richesse totale en capital humain en Mauritanie.

La pandémie de COVID-19 a encore aggravé la situation du capital humain, en particulier chez les enfants et les jeunes, qui se trouvent à un stade critique du développement du capital humain. Dans le monde entier, les personnes actuellement âgées de 25 ans et moins ont

¹² 2018 représente le dernier point de données disponible pour le capital humain en Mauritanie en utilisant l'approche de la richesse des nations (Banque mondiale 2021b).

¹³ En effet, les régressions de séries temporelles utilisant les données du Wealth of Nations pour 1995 et 2018 montrent que le capital humain n'a pas été un facteur de croissance dans le passé. La variable du capital humain n'est pas significativement corrélée au PIB par habitant. Ce sont plutôt les variables capturant le capital produit et, dans une moindre mesure, les ressources naturelles qui déterminent le PIB par habitant. Les résultats sont disponibles sur demande.

¹⁴ Cette évolution n'est pas inhabituelle lorsque la dépendance excessive à l'égard des ressources naturelles donne lieu à des résultats négatifs en matière d'emploi, ce que l'on appelle le syndrome hollandais (Venables 2016).

été les plus touchées par l'érosion du capital humain due à la pandémie. Cette cohorte représentera 90 % de la main-d'œuvre en âge de travailler d'ici 2050 (Schady et al. 2023). La pandémie a entraîné une forte réduction des intrants essentiels au développement de l'enfant et a provoqué des fermetures d'écoles. Les pertes d'apprentissage observées aujourd'hui pourraient réduire les revenus futurs. Pour les jeunes, la pandémie de COVID-19 a considérablement réduit les taux d'emploi, en particulier dans les pays à revenu moyen inférieur, et a retardé la transition des jeunes vers le marché du travail. La pandémie de COVID-19 a également annulé les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté en Mauritanie (Banque mondiale 2022d). En conséquence, les ménages ont souvent recours à des stratégies d'adaptation qui peuvent entraîner des pertes dans l'accumulation ou l'utilisation du capital humain, comme la déscolarisation des enfants ou la réduction du contenu nutritionnel et de la qualité des aliments consommés, ou des stratégies qui peuvent appauvrir les ménages, comme la décapitalisation du bétail par les éleveurs, entraînant l'effondrement des prix du bétail.

2.2. Utilisation du capital humain en Mauritanie

Lorsque le capital humain est rare, il est optimal pour un pays de maximiser son utilisation. L'indice de base du capital humain ajusté à l'utilisation donne une idée de la manière dont un pays utilise le stock de son capital humain, en augmentant l'ICH de la probabilité qu'un enfant né aujourd'hui trouve un emploi qui utilise pleinement ses compétences à l'âge de 18 ans. L'indice de base du capital humain ajusté à l'utilisation multiplie l'ICH par le taux d'emploi. Étant donné que dans tous les pays, les taux d'emploi sont inférieurs à 100 %, la valeur de l'indice s'en trouve réduite. Dans la plupart des pays à faible revenu, les taux de participation à la population active sont élevés (la plupart des adultes ne peuvent pas se permettre de ne pas travailler) ; cette correction les affecte donc généralement dans une moindre mesure.

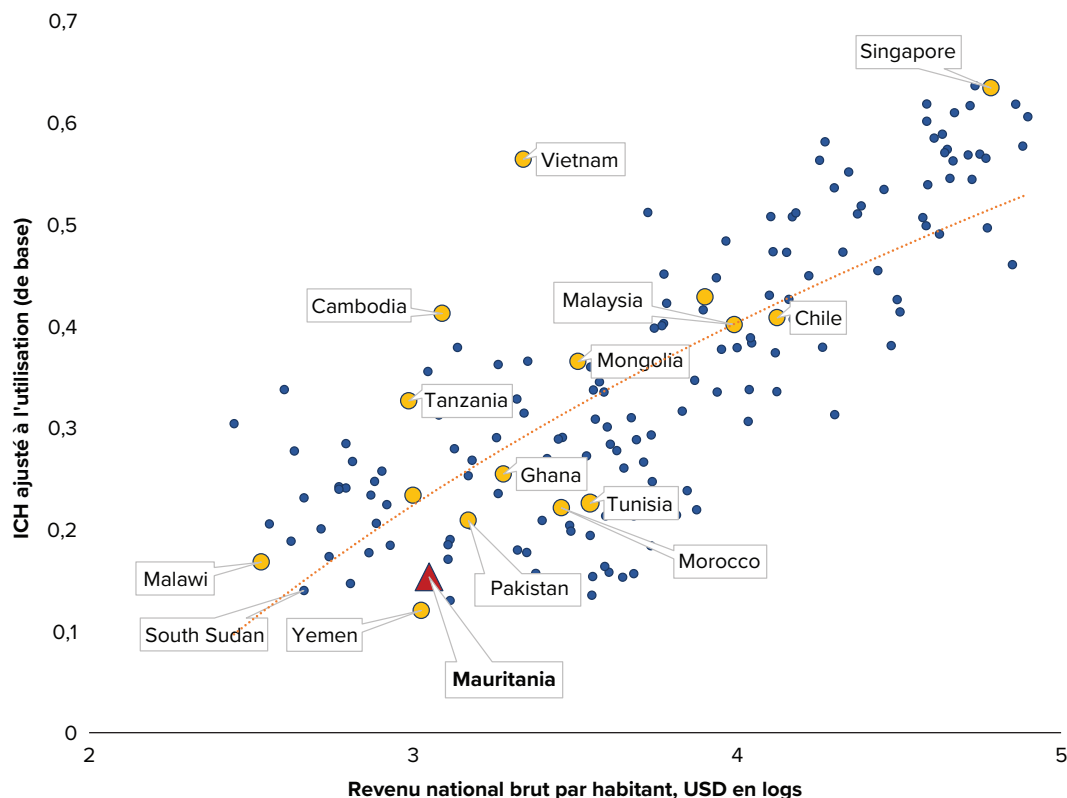
L'ICH basé sur l'utilisation (ICHU) montre que l'utilisation du capital humain en Mauritanie est remarquablement faible, en particulier pour les femmes¹⁵. Comme l'ICH original, l'ICHU se réfère à la productivité future d'un enfant. En ajustant la valeur de l'ICH de la Mauritanie pour l'utilisation du capital humain, il passe d'une valeur déjà faible de 0,38 à 0,15, en dessous de ses pairs¹⁶ (figure 13). Cet indice signifie que les enfants nés en Mauritanie aujourd'hui peuvent s'attendre à n'utiliser que 15 % de leur potentiel de capital humain à l'âge de 18 ans, par rapport à un enfant en pleine santé, bénéficiant de la meilleure éducation possible et d'un accès illimité aux opportunités économiques. Les différences entre les hommes et les femmes sont flagrantes : la valeur de l'ICHU n'est que de 0,10 pour les femmes, contre 22 % pour les hommes. Les estimations du marché du travail basées sur des enquêtes pour la population en âge de travailler montrent que le taux d'emploi en Mauritanie est faible et stagnant, à 41,6 %. Cela signifie que plus de la moitié des travailleurs potentiels ne contribuent pas à l'économie monétisée et pourraient plutôt être engagés dans un travail de soins non rémunéré. Ce chiffre est particulièrement élevé pour les femmes : seules 27 % d'entre elles ont un emploi. Outre le faible taux d'emploi, deux autres facteurs expliquent la faible utilisation du capital humain en Mauritanie : la mauvaise qualité/productivité des emplois disponibles et le faible niveau d'éducation.

La qualité de l'emploi est généralement mesurée selon trois dimensions : le type de protection des droits des travailleurs (formel/informel) ; les heures de travail (surcharge de travail ou sous-emploi) ; et l'(in)stabilité de l'emploi. Selon la dernière enquête sur les forces de travail, le secteur informel en Mauritanie emploie environ deux tiers de la population économiquement active, dont environ 35,7 % sont employés dans le secteur informel non agricole. Les emplois informels, qui sont particulièrement répandus chez les jeunes (15–24 ans), n'offrent aucune protection des droits des travailleurs, ou seulement une protection minimale, et aucune sécurité

¹⁵ Les données les plus récentes pour la Mauritanie sont celles de l'enquête sur les forces de travail de 2014–2015, qui ne reflètent peut-être pas entièrement la situation actuelle. Cependant, une analyse des tendances de l'emploi montre qu'il n'y a eu que peu ou pas de changements au cours des dix dernières années.

¹⁶ L'ICHU est de 0,23 en Tunisie, de 0,22 au Maroc, de 0,56 au Vietnam, de 0,18 au Laos et de 0,18 au Sénégal.

Figure 13. La Mauritanie fait partie des pays où l'utilisation du capital humain est la plus faible



Source : Banque mondiale 2021a.

sociale. Le secteur privé formel ne représente que 6,6 % de l'emploi total, et moins de 3 % des femmes actives sont employées par des entreprises du secteur privé formel. Les travailleurs occasionnels, saisonniers et temporaires sont particulièrement exposés au risque de perdre leur emploi ou de percevoir un revenu insuffisant de leur travail. En 2017, 20 % de la population active en âge de travailler occupait des emplois instables et précaires. Ce degré relativement élevé d'insécurité de l'emploi touche les hommes et les femmes dans des proportions similaires. Les emplois précaires sont plus répandus dans les zones rurales (représentant 33,7 % de l'emploi total) que dans les zones urbaines (13,0 %).

Une grande partie de la population en âge de travailler a un faible niveau d'éducation, mais un niveau d'éducation plus élevé ne conduit pas nécessairement à de meilleurs résultats en matière d'emploi. La plupart des Mauritaniens en âge de travailler ont tout au plus un

niveau d'éducation primaire ou n'ont pas d'éducation (ou n'ont fréquenté que l'école coranique). Seul un quart de la population active possède un diplôme secondaire ou supérieur. Le taux de chômage augmente pour certains diplômés, atteignant 41 % pour les femmes ayant suivi un enseignement technique et 28,8 % pour les personnes n'ayant suivi que l'enseignement secondaire. Cela peut indiquer que l'école secondaire ne permet pas aux étudiants d'acquérir les compétences requises sur le marché du travail.

La Mauritanie est extrêmement vulnérable à divers chocs, notamment aux catastrophes climatiques et aux crises sanitaires. Le pays a fait des progrès considérables dans la mise en place de systèmes de protection sociale adaptative (PSA), capables de protéger les populations et leur capital humain contre les chocs. Cet aspect est crucial car la capacité des réseaux communautaires et familiaux informels à fonctionner comme des stratégies d'adaptation

s'érode, et ces réseaux sont souvent inadaptés pour faire face aux chocs covariants. Les systèmes de PSA utilisent des outils tels que les registres sociaux, les protocoles de décaissement et les systèmes de paiement pour répondre efficacement aux chocs, en aidant les ménages à se préparer, à faire face et à se rétablir tout en renforçant leur résilience. En 2023, 45 264 ménages ont reçu des transferts adaptés aux chocs par le biais du système PSA du pays (environ la moitié par le biais du programme Elmaouna et l'autre moitié par le biais du programme Tekavoul Choc). Outre la poursuite de la mise en place et du renforcement du système PSA, il est essentiel de renforcer l'assurance sociale, y compris pour les travailleurs informels, afin de les protéger contre les pertes de revenus dues à divers chocs, notamment la maladie et la perte d'emploi, ainsi que les mécanismes d'assurance pour les actifs productifs tels que les récoltes et le bétail.

2.3. Qui est particulièrement touché par la faible utilisation du capital humain en Mauritanie ?

Trois groupes sont particulièrement touchés par la faible utilisation de leur capital humain : les jeunes, les femmes et les travailleurs peu instruits

Les jeunes, qui représentent la majeure partie de la population active en Mauritanie, ont du mal à passer de l'école à l'emploi. Les jeunes âgés de 15 à 35 ans représentent environ 61,4 % de la population du pays. Alors que plus de 60 % de la cohorte la plus jeune (15–18 ans) est encore scolarisée, 20 % ont abandonné leurs études et ne sont pas entrés sur le marché du travail. Une part importante des jeunes adultes (15 %) est toujours à la recherche de son premier emploi à l'âge de 24 ans, et seulement 20 % ont un emploi à l'âge de 34 ans. L'entrée sur le marché du travail est donc un long processus pour de nombreux jeunes Mauritaniens.

Les options de formation ne servent que peu de jeunes. Depuis 2021, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) relèvent du ministère de l'Emploi

et de la Formation professionnelle. Ce lien organique entre la formation et l'emploi reflète la détermination des autorités à jeter des ponts solides entre les programmes d'enseignement et de formations techniques et professionnels et les besoins en compétences du marché du travail. Cependant, peu de jeunes peuvent accéder à l'EFTP : seuls 1,1 millier d'élèves sont actuellement inscrits dans un établissement secondaire de formation professionnelle¹⁷. Selon une étude récente, le taux d'étudiants en EFTP dans le pays est de 215 étudiants pour 100 000 habitants, soit l'un des plus faibles d'Afrique (le continent compte en moyenne 762 étudiants en EFTP pour 100 000 habitants ; la moyenne mondiale est de 801) [UNESCO, 2022 et UNICEF 2021]. Les centres de formation sont concentrés dans les grandes zones urbaines et manquent d'hébergement, ce qui signifie que l'accès est limité aux personnes déjà installées dans ces zones. Les programmes de formation pour les travailleurs agricoles sont pratiquement inexistant, bien que le secteur soit le plus grand employeur du pays. L'augmentation de la productivité de l'agriculture nécessitera une modernisation et une mise à niveau des compétences. En général, il existe peu d'informations actualisées sur les projets de formation et d'emploi des jeunes, ce qui suggère que les programmes sont dispersés et mal coordonnés.

En outre, les jeunes n'ont généralement pas les compétences professionnelles requises pour réussir leur transition vers l'emploi. Le diagnostic pays systématique 2017 de la Banque mondiale a révélé que la pénurie de travailleurs qualifiés est une contrainte clé pour la croissance inclusive à long terme dans le pays. En effet, de nombreux employeurs du secteur privé font état de difficultés à recruter du personnel possédant les compétences appropriées, notamment des personnes ayant une expérience pratique, des compétences en gestion de projet ou des compétences techniques, en particulier dans le secteur des technologies de l'information ou dans le secteur minier. Dans l'indice de compétitivité mondiale 2019 du Forum économique mondial, la Mauritanie se classe à l'avant-dernière place pour la « facilité à trouver des employés qualifiés » (3,7 contre 4,8 au Sénégal) : 40 % des

¹⁷ <https://unevoc.unesco.org/home/Dynamic+TVET+Country+Profiles/country=MRT>

entreprises identifient l'insuffisance de la main-d'œuvre comme une contrainte majeure contre une moyenne de 11,3 % pour l'Afrique subsaharienne.

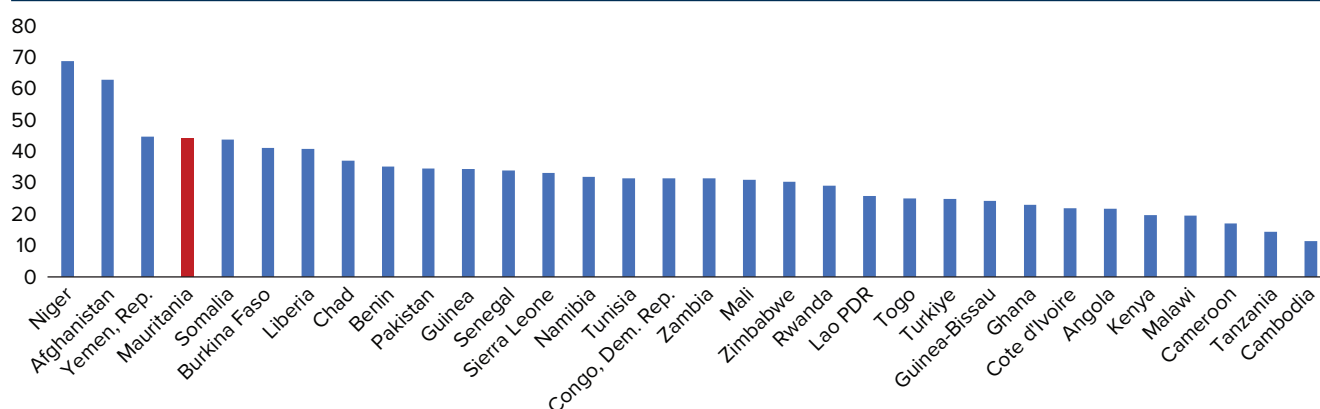
Le nombre de jeunes qui ne suivent pas d'études, d'emploi ou de formation (NEET) est particulièrement inquiétant. Le problème des jeunes NEET est particulièrement aigu pour les cohortes les plus jeunes. En Afrique subsaharienne, la Mauritanie se distingue comme le deuxième pays, après le Niger, ayant le taux le plus élevé de jeunes NEET âgés de 15 à 24 ans (figure 14). Le taux a augmenté entre 2012 et 2019, passant de 39,7 % à 44,8 %. En Mauritanie, le NEET touche les filles de manière disproportionnée : 54,85 % des jeunes femmes sont NEET contre 34,02 % des jeunes hommes. Le nombre de jeunes adultes inactifs représente une menace pour la stabilité sociale, ce qui renforce la nécessité d'adopter des stratégies globales et multidimensionnelles en matière d'emploi des jeunes. La diversité des statuts des NEET et, par conséquent, la variété des contraintes auxquelles sont confrontés les différents types de jeunes devraient conduire à des réponses adaptées.

Les jeunes qui abandonnent l'école ont des perspectives particulièrement sombres. Parmi ceux qui sont inscrits dans l'enseignement primaire formel, seuls 33 % poursuivent leurs études dans le secondaire et 5 % seulement dans l'enseignement supérieur (Banque mondiale 2020a). Par

conséquent, la plupart des jeunes ne terminent que l'enseignement primaire ou moins. Ce groupe a du mal à trouver un emploi rémunérateur et n'a pas les compétences de base nécessaires pour continuer à développer son capital humain. Les principales raisons pour lesquelles les jeunes n'achèvent pas leur éducation de base ou ne poursuivent pas leurs études sont d'ordre financier (manque de moyens), les contraintes liées à la situation familiale (par exemple, les grossesses, les handicaps et la nécessité de commencer à travailler), et l'échec scolaire ou l'échec aux examens. L'échec aux études ou aux examens représente la plus grande part des abandons, allant de 48 % pour ceux qui abandonnent l'école après l'enseignement primaire et 39 % pour les diplômés de l'école coranique à 22 % pour ceux qui n'ont pas achevé leur scolarité primaire. Cela suggère que des cours de rattrapage devraient être mis à la disposition des jeunes vulnérables afin d'augmenter leurs chances de rester à l'école.

En raison du manque d'informations sur le marché du travail, les jeunes chômeurs n'ont généralement qu'une vague idée de l'emploi qu'ils pourraient rechercher. Dans les enquêtes menées auprès des chômeurs, près de 50 % des personnes interrogées déclarent qu'elles accepteraient « n'importe quel emploi » disponible, tandis que 20 % expriment une préférence pour le secteur public, une proportion particulièrement importante parmi les diplômés de l'enseignement supérieur. Compte tenu des

Figure 14. La Mauritanie a le deuxième taux le plus élevé de NEET pour les jeunes de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne



Source : Banque mondiale (2023a).

taux de chômage relativement élevés pour les diplômés des établissements d'enseignement supérieur, il existe un écart évident entre les attentes et la réalité et des possibilités d'améliorer les résultats grâce à l'intermédiation en matière d'emploi.

Le capital humain des femmes est sous-utilisé en raison de leur faible participation à la population active, de leur faible taux d'emploi, de la mauvaise qualité de leur emploi et de leur faible rémunération. Le faible capital humain des femmes mauritaniennes peut être attribué aux : (i) possibilités limitées de poursuivre des études, en particulier pour les filles issues de familles pauvres et vulnérables ; (ii) mariages et grossesses précoces qui affectent une période critique d'accumulation de capital humain et d'entrée sur le marché du travail ; (iii) pénalités basées sur les normes sociales qui donnent la priorité aux responsabilités de soins, obligeant les femmes à travailler à temps partiel pour répondre aux besoins de la famille (ces pénalités peuvent également conduire à la préférence des femmes pour des professions moins bien rémunérées) ; (iv) obstacles juridiques qui empêchent les femmes d'accéder à des opportunités économiques similaires à celles des hommes.

En Mauritanie, les femmes ont un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à ne pas avoir d'instruction (32 % contre 21 %). Alors que les femmes sont légèrement plus susceptibles que les hommes d'avoir terminé l'école primaire (22 % contre 19 %), elles sont beaucoup moins susceptibles de terminer l'école secondaire (23 % contre 30 %), et seulement 2 % des femmes (contre 5 % des hommes) ont terminé l'enseignement supérieur (EPCV 2019).

La plupart des femmes occupent des emplois de mauvaise qualité dans l'économie informelle. Pas moins de 76 % des emplois féminins sont des emplois indépendants ou des emplois dans une entreprise familiale, ce qui est beaucoup plus élevé que les 41 % d'emplois masculins (Banque mondiale 2023b). Sur l'ensemble des femmes qui travaillent actuellement, 11,8 % n'effectuent que des travaux ménagers et domestiques (DHS 2019–2021). Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de

travailler sans contrat écrit, ce qui les rend vulnérables à l'exploitation. La part des femmes mauritaniennes qui sont employées ou employeurs en dehors de l'agriculture n'est que de 5 %, l'un des taux les plus bas au monde.

Les femmes qui travaillent ont des salaires inférieurs à ceux des hommes. En Mauritanie, l'indice de parité salariale est de 0,60 en faveur des hommes, ce qui signifie que les femmes gagnent en moyenne 60 % du salaire des hommes pour un travail comparable (EPCV 2019). L'écart est plus prononcé dans les zones rurales que dans les zones urbaines et parmi les travailleurs ayant un niveau d'éducation primaire par rapport à ceux qui n'ont pas d'éducation ou qui ont un niveau d'éducation secondaire/supérieur. Certaines des réglementations actuelles du marché du travail du pays renforcent bon nombre de ces tendances de genre et contribuent à la faiblesse des revenus des femmes. Par exemple, il n'existe pas de loi imposant une rémunération égale pour un travail de valeur égale, ni de législation sur la criminalisation du harcèlement sexuel sur le lieu de travail (Banque mondiale 2021d).

Les normes sociales peuvent également avoir un impact sur les opportunités des femmes. Le mariage précoce, en particulier chez les filles, est largement pratiqué en Mauritanie et affecte à la fois les perspectives d'achèvement de l'éducation et d'engagement productif sur le marché du travail. Une femme sur trois âgée de 16 à 20 ans est mariée (EDS 2019–2021), et près de 20 % des femmes âgées de 18 à 22 ans ont eu leur premier enfant avant l'âge de 18 ans. Les normes sociales renforcent l'idée que les tâches ménagères et les soins aux personnes dépendantes sont réservés aux femmes et aux filles, ce qui sous-utilise leur capital humain.

2.4. Politiques visant à inverser la tendance à la mauvaise utilisation du capital humain

Le marché du travail mauritanien souffre d'un retard de la demande de travail dû à la faible création d'emplois dans les secteurs émergents. Le moteur de la croissance économique de la Mauritanie, les industries extractives, n'entraîne qu'une création limitée d'emplois (bien qu'il crée des emplois auxiliaires et indirects). L'agriculture

Encadré 6. Politique de migration internationale en Malaisie

Ces dernières années, la Malaisie a mis en œuvre une série de politiques migratoires visant à attirer et à retenir dans le pays des talents qui pourraient être intéressantes pour la Mauritanie. La Mauritanie a été confrontée à une émigration croissante au fil des ans, ce qui a suscité des inquiétudes quant à la fuite des cerveaux. Cette situation a donné lieu à un débat sur la manière de gérer les migrations internationales et de renforcer la capacité d'un pays à attirer et à retenir les talents. Le Gouvernement malaisien a reconnu l'importance du capital humain comme moteur de la croissance et du développement économique et s'est donc attaché à comprendre les besoins de son marché du travail. Il s'agit notamment d'identifier les compétences et l'expertise recherchées en Malaisie et de comprendre les facteurs qui influencent la décision des personnes qualifiées d'émigrer ou de rester dans le pays.

L'un des principaux domaines d'intervention a été l'élaboration de politiques et de programmes visant à attirer et à retenir les travailleurs qualifiés, les professionnels et les entrepreneurs. Il s'agit notamment de créer un environnement propice au travail et à la vie des talents étrangers en Malaisie, et de leur donner la possibilité de contribuer à la croissance économique et au développement du pays. Le programme "Malaysian Returning Expert" (REP), introduit le 1er janvier 2011, cible les Malaisiens hautement qualifiés qui se trouvent à l'étranger et leur offre des incitations fiscales pour qu'ils reviennent. Le REP est un programme particulièrement intéressant qui pourrait être facilement reproduit ailleurs. Ses principales caractéristiques sont un impôt sur le revenu forfaitaire de 15 % pendant cinq ans (au lieu du barème fiscal progressif standard, avec un taux supérieur de 25 %) et une exonération fiscale sur l'importation d'un maximum de deux voitures. Pour plus d'informations, voir le site web de l'administrateur du REP : <https://www.talentcorp.com.my/initiatives/returning-expert-programme>.

Les estimations de la recherche suggèrent que le programme augmente la probabilité de retour de 40 % pour les candidats ayant une offre d'emploi préexistante en Malaisie (De Caprio et al. 2016). Le taux de candidature annuel des expatriés malaisiens hautement qualifiés représente environ 25 % du flux de sortie annuel, ce qui a un effet significatif sur la migration de retour. La conception du programme atténue le problème de la subvention des migrations ratées, car il exige trois années d'emploi continu à l'étranger. En effet, s'il encourage la migration de sortie en encourageant le retour, le résultat final pourrait être une nouvelle augmentation de la circulation des cerveaux, et peut-être des gains plus importants. L'analyse des coûts et bénéfices fiscaux du programme révèle un effet fiscal net positif modeste, ce qui suggère que le programme se paie de lui-même. Dans l'ensemble, les efforts de la Malaisie pour comprendre les talents et la capacité du pays à les retenir et à les attirer visent à créer une main-d'œuvre compétitive et dynamique qui peut contribuer à la croissance économique et au développement durable du pays à long terme.

Source : Del Carpio, X. V. ; Ozden, C. ; Testaverde, M. et Wagner, M. 2016. Migration mondiale des talents et incitations fiscales. Evidence from Malaysia's Returning Expert Program. Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale. 7815. Nov. 2016.

et les services dominant l'emploi ; le secteur minier ne représente que 1,7 % de l'emploi. La plupart des emplois sont informels et les emplois formels sont dominés par le secteur public. En l'absence d'une économie diversifiée, en croissance et créatrice d'emplois, la demande de main-d'œuvre reste le facteur limitant pour une meilleure utilisation du capital humain.

Dans sa Stratégie de la croissance accélérée et de la prospérité partagée (SCAPP) 2016–2030, le Gouvernement mauritanien a donné la priorité à l'emploi pour accroître le développement économique inclusif. Dans le cadre de la SCAPP, le ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et des Technologies de l'information et de la Communication a élaboré la Stratégie

nationale pour l'emploi (SNE) pour la période 2018–2030. Son principal objectif est de faire passer le nombre de jeunes accédant à l'emploi par le biais de programmes d'emploi de 20 000 en 2018 à 110 000 d'ici 2030. Cette expansion est essentielle, car elle permettra de gérer l'afflux annuel de diplômés sur le marché du travail et de développer une approche plus globale et mieux adaptée aux différents groupes. La SNE définit « les cibles prioritaires de la politique de l'emploi en Mauritanie comme étant les femmes, les jeunes (15–24 ans) et les personnes peu qualifiées ayant un niveau d'éducation primaire et secondaire ». Un laboratoire sur le dividende démographique a également été créé et a joué un rôle important dans le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de la Mauritanie en matière de capital humain.

La Mauritanie a pris des mesures pour réformer son code du travail, son code de la sécurité sociale et ses conventions collectives qui datent de 1974. Le pays vise à fournir aux travailleurs des professions informelles et occasionnelles dans certains secteurs (par exemple, le transport) des contrats de salaire formels et à étendre les prestations de sécurité sociale, y compris l'assurance maladie. Parallèlement à ces réformes, l'accent est mis sur le renforcement de l'inspection du travail afin d'améliorer l'application de la réglementation du travail et de réduire le travail des enfants. L'optimisation de la réglementation du travail et de la sécurité sociale deviendra de plus en plus pertinente au fur et à mesure que la Mauritanie cherchera à accélérer la croissance d'emplois de meilleure qualité.

La mise en œuvre de la SCAPP a jusqu'à présent été lente, en partie en raison de l'extrême fragmentation institutionnelle. Par exemple, un récent inventaire des programmes d'emploi des jeunes a identifié une série d'initiatives gérées par 19 organisations internationales (Banque mondiale 2019a). Les programmes axés sur l'offre ont dominé en Mauritanie, et il n'y a eu que quelques programmes axés sur la demande visant à stimuler le développement des entreprises pour les PME. La plupart de ces programmes axés sur la demande ont un budget relativement faible (entre 0,3 million et 10 millions de dollars) et ne peuvent être maintenus sans le financement des donateurs. De manière générale, il est essentiel que la Mauritanie améliore l'efficacité des dépenses publiques

dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que la qualité de la prestation des services publics.

La lutte contre les inégalités entre les sexes peut être soutenue par des interventions visant à modifier les comportements et par la fourniture de services. Les faibles taux d'emploi des femmes et la mauvaise qualité des emplois qui leur sont proposés reflètent les obstacles auxquels les femmes et les jeunes filles sont confrontées sur le marché du travail. Aucun pays ne peut atteindre son plein potentiel s'il n'utilise pas les talents, les compétences et l'énergie des femmes dans l'économie. En Mauritanie, les efforts pour améliorer la participation des femmes au marché du travail comprennent : (i) l'assurance d'une meilleure adaptation du secteur de l'éducation aux contraintes spécifiques au genre pour achever leur éducation, y compris un meilleur ciblage et la fourniture d'un soutien à l'éducation tout au long de leur vie en fonction de la demande du secteur privé ; (ii) l'intégration des programmes du marché du travail avec des filets de sécurité pour créer des incitations supplémentaires à achever la scolarité (par exemple, par le biais de TCE) ; (iii) l'amélioration de l'accès aux services de santé primaire, y compris les services de santé reproductive et maternelle ; (iv) la mise en œuvre des incitations pour prévenir le mariage des enfants ; et (v) la possibilité de donner aux femmes les moyens de créer leurs propres entreprises et de leur fournir des compétences non traditionnelles. Les autorités doivent veiller à ce que les instruments financiers atteignent les femmes et à ce qu'elles aient un meilleur accès aux comptes bancaires, à l'argent mobile et à d'autres formes de garantie. Pour s'attaquer aux contraintes importantes liées aux normes sociales, le gouvernement doit soutenir le changement de comportement des Mauritaniens, par exemple en les sensibilisant aux opportunités offertes aux femmes, en veillant à une meilleure application juridique des restrictions sur le mariage des enfants et le harcèlement sexuel, en améliorant la visibilité des progrès réalisés par les femmes mauritaniennes, en renforçant la participation publique des femmes à tous les niveaux de la société et en fournissant des services tels que des conseils au sein des ménages.

Pour stimuler la création d'emplois, il faut investir dans les compétences de la population et poursuivre

la révision du cadre réglementaire du travail. Le secteur agricole étant le principal employeur en Mauritanie, la faible productivité agricole entrave la croissance. Le secteur agricole est entravé par un manque d'expertise et de compétences appropriées, et il est encore plus affaibli par l'absence d'intégration avec le commerce et les entreprises agroalimentaires secondaires. En outre, la création d'emplois dans des secteurs inexploités tels que la construction, l'industrie et la pêche a été freinée par la faiblesse du cadre réglementaire du pays, la corruption et les pratiques clientélistes en matière de recrutement. Les employeurs ont également des difficultés à recruter des travailleurs en raison d'un manque de compétences pratiques et pertinentes pour l'emploi, ce qui fait de la pénurie de travailleurs qualifiés un obstacle majeur à la croissance inclusive à long terme (OIT 2019). L'inadéquation des réglementations du travail en termes de restrictions contractuelles et de taxes élevées sur le travail peut inciter les entreprises à rester dans le secteur informel, ce qui freine les salaires et les possibilités d'améliorer la qualité des emplois. Pour relever ces défis, le pays a pris des mesures pour améliorer les fondamentaux macro-économiques, notamment en adoptant des réformes fiscales et foncières. Toutefois, les obstacles à la croissance du secteur privé qui n'ont pas été levés, notamment l'accès au financement, réduisent la création d'emplois et entravent les perspectives d'emploi des groupes particulièrement vulnérables.

Il est nécessaire d'optimiser les programmes d'intervention sur le marché du travail du pays. Pour ce faire, il convient tout d'abord d'assurer un suivi et une évaluation efficaces des mécanismes existants et de comprendre leur impact sur le marché du travail. Pour mettre en œuvre avec succès les politiques prévues sur le marché du travail, les autorités doivent assurer un meilleur suivi et une meilleure évaluation des réglementations du travail et de leur impact potentiel sur la création d'emplois. Le gouvernement devrait mener une enquête sur les forces de travail ou une enquête similaire pour fournir des informations plus récentes sur l'état du marché du travail. Ce chapitre utilise des données datant de 2017. Le gouvernement devrait également mettre en place un système d'information sur le

marché du travail (SIMT) et un système d'intermédiation, qui pourraient servir d'interface pour la mise en relation des personnes et des emplois. Certains secteurs sont en mesure de devenir des moteurs de la croissance grâce au développement accru du secteur privé (par exemple, l'exploitation minière, le tourisme, l'agriculture et les services numériques), ainsi que les secteurs porteurs tels que les services aux personnes, le commerce, les transports et le logement, ont le potentiel de stimuler la création d'emplois. Cette évolution doit faire l'objet d'un suivi attentif au moyen, par exemple, d'indicateurs dédiés à l'emploi.

Il est nécessaire d'améliorer les perspectives d'emploi des jeunes grâce à des cours de rattrapage, à l'intermédiation et au soutien à l'esprit d'entreprise. Les faibles taux d'emploi des jeunes et les revenus de départ très bas des jeunes travailleurs suggèrent un système éducatif inadéquat (par exemple, le manque de pertinence des compétences et la mauvaise qualité générale de l'éducation, y compris l'alphabétisation et le calcul), le manque de dynamisme du secteur privé et l'incapacité du marché du travail à faire correspondre les demandeurs d'emploi et les emplois. Lorsque les nouveaux arrivants sur le marché du travail doivent attendre longtemps avant d'obtenir leur premier emploi et doivent accepter des emplois qui ne correspondent pas forcément à leurs compétences, on assiste à une dépréciation du capital humain acquis grâce à l'éducation, ce qui réduit les perspectives de revenus des personnes tout au long de leur vie. Pour remédier au faible taux d'emploi des jeunes, le gouvernement doit assurer une plus grande intégration entre l'éducation et la formation professionnelle (y compris l'enseignement de rattrapage pour les jeunes moins performants), le secteur privé et les filets de sécurité sociale. Cela implique également une approche intersectorielle pour cibler les jeunes et les femmes vulnérables, y compris la formation, l'intermédiation, le soutien à l'entrepreneuriat et les transferts d'argent.

Les possibilités d'emploi des jeunes devraient également être renforcées par le suivi et la normalisation de la qualité des formations qualifiantes reçues. L'insuffisance

des possibilités de développement des compétences pratiques et professionnelles dans tous les secteurs entrave l'insertion des jeunes sur le marché du travail. L'enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) ne sont pas soumis à un cadre de qualité, ce qui signifie que les jeunes et les employeurs ont peu de visibilité sur la qualité de la formation. Les établissements d'EFTP devraient être soutenus pour mettre en œuvre un processus de certification conforme à un cadre national de qualité. Ce cadre national garantirait que la formation dispensée par les centres est axée sur la demande et cohérente avec les besoins du marché du travail, et inclurait également des considérations de genre. Dans un deuxième temps, les autorités pourraient envisager un processus de certification pour le secteur informel, fournissant davantage d'informations et d'assurance qualité sur les apprentissages informels qui dominent le développement des compétences dans certains secteurs (une approche adoptée par le Sénégal, par exemple).

À l'avenir, il sera également nécessaire de combler les lacunes qui subsistent dans la compréhension des questions liées à l'utilisation du capital humain. Cela nécessitera une analyse détaillée des sources de croissance et des perspectives de création d'emplois, qui peut être réalisée dans le cadre du rapport sur la croissance et l'emploi dans les pays, un produit analytique multisectoriel de la Banque mondiale. Il est nécessaire d'explorer le potentiel des approches intégrées combinant la protection sociale avec la santé et l'éducation, en élargissant Takavoul pour inclure des conditionnalités pour un changement de comportement crucial pour le capital humain. Étant donné que les normes de genre jouent un rôle important dans le ralentissement de la participation des femmes au marché du travail, de nouvelles idées sur les interventions qui sont en train d'expérimenter de tels changements (par exemple, dans le cadre de SWEDD) doivent être analysées pour déterminer si elles peuvent être transposées à plus grande échelle¹⁸.

¹⁸ <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P150080>

Références

- Ammad Syed, Ali ; Qazi Masood, Ahmed et Naz, Lubna. 2017. Dépenses publiques pour la formation du capital humain et croissance économique au Pakistan. *Asia-Pacific Development Journal*, Volume 23, Issue 1, Feb 2017, pp. 1–20.
- Banque mondiale 2021a. Mise à jour du capital humain 2020 : le capital humain à l'heure du COVID 19. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale 2021b. L'évolution de la richesse des nations 2021 : Gérer les actifs pour l'avenir. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale 2021c. Investir dans le capital humain pour une reprise résiliente : Le rôle des finances publiques. Banque mondiale, Washington, DC.
- Banque mondiale. 2022 "Human Capital Country Brief : Mauritanie". Banque mondiale, Washington, DC.
- Banque mondiale 2023a. Portail sur le genre <https://genderdata.worldbank.org/indicators/sl-uem-neet-zs/?gender=total>
- Banque mondiale 2023b. Évaluation rapide post-inondations de la saison de l'hivernage 2022 en Mauritanie / février 2023. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale 2024. Revue du capital humain en Mauritanie. Construire, utiliser et protéger le capital humain pour un développement économique inclusif et résilient. Washington DC : Banque mondiale.
- Caselli, F. 2005. Accounting for Cross-Country Income Differences. In *Handbook of Economic Growth*, vol. 1A, édité par Philippe Aghion et Steven N. Durlauf, 679–741. Amsterdam : Elsevier.
- Del Carpio, X. V. ; Ozden, C. ; Testaverde, M. et Wagner, M. 2016. Migration mondiale des talents et incitations fiscales. Evidence from Malaysia's Returning Expert Program. Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale. 7815. Nov. 2016.
- Diallo, Awa ; Ramadan, Marwa ; Noonan, Caitlin ; Bernal, Oscar ; Inden, Kazumi ; Taleb El Hassen, Mohamed Vadel ; Villar Uribe, Manuela. 2023. Le système de soins de santé primaires de Mauritanie. Évaluation de l'initiative de performance des soins de santé primaires. Banque mondiale.
- Gauthier, Bernard ; Salem, Mohamed ; Wane, Waly ; Ly, Yahya-Abou. 2018. Indicateurs de Prestation de Services en Éducation en Mauritanie. Banque mondiale et Consortium économique africain.
- Jung H.-S. ; Thorbecke E. 2001. The impact of public education expenditure on human capital, growth, and poverty in Tanzania and Zambia : a general equilibrium approach (L'impact des dépenses publiques d'éducation sur le capital humain, la croissance et la pauvreté en Tanzanie et en Zambie : une approche d'équilibre général). Document de travail du FMI 01/106. Août 2001.
- Organisation internationale du travail (OIT 2019). État des compétences. Mauritanie. Genève.
- Kiross, G.T. ; Chojenta, C. ; Barker, D. et al. 2020. The effects of health expenditure on infant mortality in sub-Saharan Africa : evidence from panel data analysis. *Health Econ Rev* 10, 5.
- Kousar, S. ; Ahmed, F. ; Afzal, M. et Segovia, J.T. 2023. Les dépenses publiques dans le secteur de l'éducation et de la santé sont-elles nécessaires au développement du capital humain ? *Humanit Soc Sci Commun* 10, 62.
- Maitra, B. et Mukhopadhyay, C. K. 2013. Public spending on education, health care and economic growth in selected countries of Asia and the Pacific (Dépenses publiques pour l'éducation, les soins de santé et la

- croissance économique dans certains pays d'Asie et du Pacifique). *Asia-Pacific Development Journal*, Volume 19, Issue 2, Apr 2013, pp. 19–48.
- Ozatac, Nesrin , Nigar Taspinar, Oubayda El Rifai et Baris Eren. 2017. La relation entre les dépenses publiques d'éducation et la croissance économique : The Case of France. Document de conférence. L'impact de la mondialisation sur la finance et la comptabilité internationales.
- Pahlevi, M. 2017. Impact de la gouvernance et des dépenses publiques sur le développement humain en Indonésie. Institut international d'études du développement.
- Schady, Norbert ; Holla, Alaka ; Sabarwal, Shwetlena ; Silva, Joana ; Yi Chang, Andres 2023. Effondrement et rétablissement : Comment la pandémie de COVID-19 a érodé le capital humain et comment y remédier. Washington, DC : Banque mondiale.
- Venables, A. J. 2016. "Utiliser les ressources naturelles pour le développement : Why Has It Proven So Difficult ?" *Journal of Economic Perspectives* 30 (1) : 161–84.
- UNESCO 2022. Revue des politiques d'EFTP de Mauritanie. Rapport provisoire.
- UNICEF 2021. Transformer l'éducation en Afrique : Une vue d'ensemble fondée sur des données probantes et des recommandations pour des améliorations à long terme.

